

Programme détaillé

1^{er} juillet
8h45 – 9h45

**AMPHITHÉÂTRE
MONTESQUIEU**

Conférence plénière

Bogumil Jewsiewicki,
Professeur émérite,
Université de Laval, Canada

Sammy Baloji, Steve Bandoma, Freddy Tsimba : mémoire culturelle, dignité et agencité globale du local

La création de ces artistes, citoyens de la République démocratique du Congo, permet d'aborder le rapport qu'entretiennent actuellement les citoyens du continent avec leurs identités culturelles, d'un part, et leur exigence de faire partie du monde, d'autre part.

Le rapport aux ruines d'un monde, qu'il soit du passé ou du présent, semble constituer le point de départ de reconstruction de l'imaginaire de non assignation d'une identité. Seule, la liberté de choix y constitue un acquis certain. L'inscription dans le passé de la région/pays/continent est par chacun d'eux reconstruite à partir d'un ancrage personnel dans le présent. L'appartenance au monde global est une évidence, parce que chacun met de l'avant ce que son « local » y contribue.

Pour eux, l'œuvre d'art est un objet du pouvoir qui, interagissant avec son environnement, peut transformer le présent, qu'il soit local ou global. Son impact esthétique suscite des émotions, le travail de mémoire qu'elle active impose une réflexion sur le présent.

1^{er} juillet
9h45 - 10h00

**AMPHITHÉÂTRE
MONTESQUIEU**

Introduction à l'œuvre du plasticien Bruce Clarke *Les Hommes debout/Upright men*, située dans le hall de Sciences Po Bordeaux
Guy Lenoir, Directeur de MC2a

10h00 - 10h30 Pause

1^{er} juillet
10h00 - 10h30

SALLE COPERNIC

Présentation de deux posters par Caroline Robion-Brunner (TRACES)
Projet SIDERENT & Archéologie préhistorique de la partie centrale du Main Ethiopian Rift

Programme détaillé

Débat autour d'un livre organisé par Séverine Awenengo Dalberto (IMAF) et Sandrine Perrot (IMAF) pour l'Association des chercheurs de *Politique Africaine*

1^{er} juillet
10h30

AMPHITHÉÂTRE ELLUL

Citizenship between Empire and Nation: Remaking France and French Africa, 1945-1960* de Frederick Cooper**

As the French public debates its present diversity and its colonial past, few remember that between 1946 and 1960 the inhabitants of French colonies possessed the rights of French citizens. Moreover, they did not have to conform to the French civil code that regulated marriage and inheritance. One could, in principle, be a citizen and different too. Citizenship between Empire and Nation examines momentous changes in notions of citizenship, sovereignty, nation, state, and empire in a time of acute uncertainty about the future of a world that had earlier been divided into colonial empires.

Frederick Cooper explains how African political leaders at the end of World War II strove to abolish the entrenched distinction between colonial "subject" and "citizen." They then used their new status to claim social, economic, and political equality with other French citizens, in the face of resistance from defenders of a colonial order. Africans balanced their quest for equality with a desire to express an African political personality. They hoped to combine a degree of autonomy with participation in a larger, Franco-African ensemble. French leaders, trying to hold on to a large French polity, debated how much autonomy and how much equality they could concede. Both sides looked to versions of federalism as alternatives to empire and the nation-state. The French government had to confront the high costs of an empire of citizens, while Africans could not agree with French leaders or among themselves on how to balance their contradictory imperatives. Cooper shows how both France and its former colonies backed into more "national" conceptions of the state than either had sought.

Animé par Séverine Awenengo Dalberto & Sandrine Perrot, avec la participation de Frederick Cooper (New York University), Richard Banégas (Sciences Po – CERI), Pascale Barthélémy (ENS – Lyon) et Emma Hunter, Université de Cambridge (en visio)

* Princeton, Princeton University Press, 2014

** Frederick Cooper is professor of history at New York University and has been visiting professor at the École des Hautes Études en Sciences Sociales, the École Normale Supérieure, and the Université de Paris VII. His many books include *Colonialism in Question and Empires in World History* (Princeton).

Programme détaillé

1^{er} juillet
10h30

SALLE JEAN MOULIN
(E 002)

Romain Tiquet
Humboldt Universität

romain.tiquet@asa.hu-berlin.de

Travail, Migrations et genre en Afrique de l'Ouest

Les études sur le travail en Afrique se sont avant tout concentrées sur l'émergence d'une classe ouvrière africaine urbaine et sur les constructions coloniales et postcoloniales des masculinités, ne prenant en compte que de manière limitée les conséquences en terme de genre des migrations de travail, volontaires ou forcées, sur les sociétés d'origine. D'une part, les femmes n'apparaissent que rarement dans ces études.

D'autre part, les études sur les masculinités en Afrique de l'Ouest ont souvent eu tendance à oublier que les hommes étaient avant tout des pères, des fils, des maris et des frères. Il est donc important de repenser ici le travail des femmes et leur présence à côté des hommes, dans les migrations volontaires ou forcées, non pas comme une exception, mais plutôt comme faisant partie intégrante d'un système de constructions locales des masculinités et féminités, étroitement liées à l'établissement d'une famille et d'une unité économique familiale viable.

Cet atelier a ainsi pour ambition d'analyser comment les catégories locales de genre ont pu interagir avec celles produites en période coloniale et postcoloniale par le système colonial tout d'abord, puis par les idéologies nationalistes, et comment les populations se sont accommodées, adaptées ou bien comment elles ont tenté de résister à ces (re)définitions politiquement genrées du travail et des migrations en Afrique de l'Ouest.

Intervenants :

Modérateur : Issiaka Mandé (UQAM)

Romain Tiquet (Humboldt Universität) <mr28@soas.ac.uk> , <romain.tiquet@asa.hu-berlin.de>
« *Genre, migrations forcées et résistances au Sénégal et au Soudan français (1919-1946)* »

Boulaye Keita (Faculté d'Histoire et de Géographie de Bamako/CESSMA/ Université Paris 7 Denis-Diderot)
<keitaboulaye@yahoo.fr>
« *Migration et genre en Afrique de l'Ouest : le cas des Maliennes* »

Chikouna Cissé (Université Félix Houphouët-Boigny-UFHB) <cissechikouna@gmail.com>
« *Ordre colonial et migrations forcées : trajectoires et reconversions des cuisinières et porteuses des concessions agricoles de Badikaha (Côte d'Ivoire) en contexte colonial et postcolonial.* »

Jérôme Berthoud (Institut des Sciences du Sport de l'Université de Lausanne) <jerome.berthoud@unil.ch>
« *Fin de carrière et re-construction de la masculinité : enquête auprès d'anciens footballeurs professionnels camerounais dans la région parisienne* »

Programme détaillé

Olivier Pliez
LISST/CNRS –

olivier.pliez@univ-tlse2.fr

Caroline Robion-Brunner
TRACES/CNRS –

crobion@univ-tlse2.fr

Philippe Tastevin
MUCEM

philippe.tastevin@gmail.com

1^{er} juillet
10h30

Salle E105

Routes africaines : suivre la circulation des objets pour saisir les réseaux

Cet atelier propose de réfléchir selon une optique transdisciplinaire (anthropologie, archéologie, géographie) à la manière dont l'observation de la circulation des objets peut constituer une manière de décrypter des réseaux. Des objets aussi différents que ceux issus de la métallurgie durant les périodes protohistoriques et historiques ou bien les rickshaw indiens et les menus articles « made in China », symboles de la globalisation circulent sur le continent africain.

Pour explorer la trame des liens entre les acteurs et des lieux qu'ils fréquentent, il s'agira moins de s'attacher aux trajectoires particulières que de systématiser leur analyse sous l'angle d'une approche dynamique des réseaux sociaux. Les saisir nous conduira à nous distancier de la stricte narration des faits et des trajectoires afin de mettre en lumière les modalités d'accès aux ressources, de donner à voir les formes de mobilisation et de transmission qui s'opèrent dans l'espace et la durée afin de structurer puis de pérenniser ces réseaux marchands.

1/ L'espace des réseaux. Il s'agit de contribuer à une définition dynamique des relations sociales qui s'établissent et se recomposent dans un contexte transnational, de saisir leurs articulations aux assemblages et aux réassemblages de lieux qui s'effectuent au sein de configurations territoriales changeantes.

2/ Le temps des réseaux. Il s'agit d'interroger les facteurs temporels qui facilitent, freinent ou créent ruptures, réversibilités ou bifurcations individuelles et collectives le long de routes commerçantes transnationales, qu'ils soient d'ordres économiques, géopolitiques mais aussi sociaux ou confessionnels.

Intervenants :

Caroline Robion-Brunner (TRACES/IUniv. Toulouse Jean Jaurès)

« Commerce transsaharien et circulation des métaux précieux : apports des découvertes archéologiques à la matérialité de ces échanges »

Sylvain Racaud (Labex SMS, Dynamiques Rurales, Université Toulouse Jean Jaurès) <geosracaud@gmail.com>

« Réseaux marchands du « made in China » au Cameroun : acteurs et lieux des circulations entre la ville et la campagne »

Anne Bouhali (LISST-CIEU) <anne.bouhali@univ-tlse2.fr> & Adrien Doron (LISST-CIEU / LabEx SMS)

<adriendoron.geo@gmail.com>

« Chinoiseries en Afrique du Nord, réseaux d'approvisionnement et réseaux de diffusion des marchandises à partir de marchés urbains »

Maillys Chauvin (LAM/Sciences Po Bordeaux) <mailyschauvin@yahoo.fr>

Les routes du retour à Zanzibar. Lieux et remise en circulation des souvenirs des expériences citadines et progressistes (l'exemple des exilés proches du parti UMMA)

Philippe Tastevin (MUCEM)

« La diffusion spatiale d'une innovation indienne dans les petites villes égyptienne ou les réseaux aléatoires de la distribution de l'autorickshaw dans le delta du Nil »

Programme détaillé

1^{er} Juillet
10h30

SALLE MONNET
(E 109)

Michel Cahen
LAM/CNRS/ Sciences Po Bordeaux

m.cahen@sciencespobordeaux.fr

Jeanne Vivet
LAM/Univ. Bordeaux Montaigne

jeanne.vivet@u-bordeaux3.fr
jeanne.vivet@gmail.com

Afrique dite lusophone : Quarante ans de décolonisation, quarante ans de remaniements réticulaires (1974-2014) ?

Il y a quarante ans, le processus de décolonisation de l'Afrique portugaise connut une vive accélération grâce à la révolution des Œillets du 25 avril 1974 à Lisbonne, elle-même conséquence européenne des révolutions anticoloniales en cours en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau. Le but de cet atelier est double: il est d'une part de réévaluer les processus de décolonisation effectués et leurs résultats, et d'autre part, mettant à profit le thème général du Congrès des études africaines en France sur «L'Afrique des/en réseaux», de voir dans quelle mesure la décolonisation a modifié, détruit, créé des réseaux économiques, de pouvoir, de familles, religieux, dans les divers milieux sociaux concernés et leurs diasporas. Il ne s'agit pas de voir les quarante années passées comme une période homogène: ces pays ont traversé de terribles guerres civiles (Angola, Mozambique), des instabilités politico-militaires (Guinée), la crise avancée de l'État dans un contexte de Narcostate (Guinée et son contexte régional), la prise du pouvoir par les partis d'opposition (Cap-Vert, São Tomé, Guinée) souvent suivi du retour des anciens partis uniques, une modification profonde des conditions de migrations internationales (Cap-Vert, Guinée) et du commerce international (Angola, Mozambique). Tous ces phénomènes suivent des chronologies distinctes, même si liées les unes aux autres. Enfin, la lusophonie elle-même, institutionnalisée en 1996, en dépit de la modestie de son action politique, a provoqué l'émergence de toute une série d'associations internationales lusophones. Cet atelier pourra donc être une occasion d'étudier, et de donner à connaître, le foisonnement de ces réalités disparates.

Intervenants

Jeanne Vivet & Marzia Grassi (ICS, Lisbonne) <marzia.grassi@ics.ul.pt>
« Familles à distance », « familles en réseaux » ? Pratiques quotidiennes des familles transnationales Portugal-Angola »

Sara Mercandalli (ART-Dev/Cirad), <sara_mercandalli@hotmail.com>
« Migrations et adaptabilité des familles rurales mozambicaines face à un siècle d'économie politique régionale changeante »

Sérgio Chichava (Instituto de estudos sociais e económicas, Maputo), <sergio.chichava@iese.ac.mz>
« Migrants or Sojourners? The Chinese Community in Maputo »

Domingos do Rosário (Universidade Eduardo Mondlane, Maputo), <sopito78@gmail.com>
« Título: Reforma do serviço publico em Mocambique: "Nacalenses" na água, e sem água »

Michel Lesourd (IDEES, équipe GéoSUDS, Université de Rouen), <Michel.Lesourd@univ-rouen.fr>
« Espaces et réseaux du Cap-Vert : la mondialisation d'un archipel »

Programme détaillé

Marie Morelle
PRODIG/Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

Marie. Morelle@univ-paris1.fr

Frédéric Le Marcis
Triangle, IFÉ-ENS Lyon, ,

frederic.lemarcis@ens-lyon.fr

1^{er} Juillet
10h30

SALLE TOQUEVILLE
(E 102)

Prison et justice en Afrique

Dans les années 2000, L. Wacquant notait la faiblesse des recherches sur la prison en sciences sociales (2002). A cela on peut ajouter la quasi absence de travaux sur des prisons des pays du Sud, à l'exception de quelques ouvrages, principalement d'historiens (Bernault, 1999 ; Dikötter et Brown, 2007) et de travaux plus nombreux en Afrique anglophone (Gear, 2010 ; Steinberg 2004 par exemple). Dès lors, cet atelier souhaite inscrire plus fortement la question carcérale dans le champ des études africanistes francophones. L'atelier sera d'abord l'occasion de partager des recherches fondées sur des enquêtes de type ethnographique, permettant de comprendre le fonctionnement interne des espaces carcéraux et les valeurs qui sous-entendent leur usage. L'atelier prêter également attention aux différents contextes (urbain, rural, confins territoriaux) dans lesquels s'inscrivent les divers types d'établissements. Ce constat appelle à une réflexion plus large sur le sens de la peine de prison et sur sa place au sein de systèmes de médiations, de punitions comme de réparations : quel rôle joue la prison entre répression, mise à l'écart, châtimement et réparation ? Comment l'institution pénitentiaire s'inscrit-elle dans les différents registres de justice (punitive, rétributive) ? On peut aussi se demander quelles articulations existent entre l'expérience de la prison et les modalités de la construction de soi ? Enfin, l'atelier permettra de discuter des modèles pénitentiaires, de leurs passeurs, de leur réception locale dans le temps long. Ce faisant, en interrogeant la prison africaine, on interroge les 2 logiques globales relatives aux politiques de l'enfermement, tout en faisant entendre la voix du continent et ses singularités.

Intervenants :

Sylvain Landry Faye (FLSH/UCAD, Dakar) <fayesylvain@yahoo.f>, <sylvain.faye@ucad.edu.sn>
« *Images, figures de la prison et pratiques carcérales : constructions socio-historiques dans le débat public sénégalais* »

Lionel Njeukam (Ph. D. Political Science) <lnjeukam@yahoo.co.uk >
« *Les prisons nigérianes et leur double héritage, colonial et africain* »

Nicolas Courtin (CESSMA/Paris-Diderot/IRD/INALCO) <ncnicolascourtin@gmail.com>
« *Vers une histoire matérielle de la prison et des peines, la suppression des fers des condamnés à Madagascar au début du XXe siècle* »

Tcheuyap Alexie (Université de Toronto) <alexie.tcheuyap@utoronto.ca>
« *Echoes from Prison. The Political Imagination of Cameroonian ex-Ministers* »

Programme détaillé

1^{er} juillet
10h30

SALLE MAURIAC
(E 010)

Laurence Marfaing
GIGA, Hambourg

marfaing@giga-hamburg.de

Alena Thiel
GIGA, Hambourg

alena.thiel@giga-hamburg.de

Réseaux, adaptation des normes et des manières de faire

Actuellement les hommes d'affaires africains en Chine développent des configurations d'affaires en réseaux ayant des partenaires et/ou des membres de leur famille partout là où au fil du temps les opportunités d'affaires les ont menés. L'objectif est la circulation des marchandises vers l'Afrique et au-delà la production sur place. Ils savent cumuler savoir-faire issus des normes de passation dans le monde de l'informel et nouvelles évolutions de manières de faire issues de la mondialisation. Ce panel a pour objectif non seulement de voir comment les réseaux internationaux d'affaires, les normes d'accès au marché et les modes de gestion et de passation des affaires s'adaptent au fil du temps mais aussi de voir dans quelle mesure la Chine est une étape parmi d'autres ou au contraire apporte quelque chose de nouveau.

Intervenants :

Laurence Marfaing (GIGA, Hambourg)

« *Expansion horizontale et verticale des hommes d'affaires et femmes d'affaires africains en Chine* »

Alena Thiel (GIGA)

« *Ghanaian trade agents in China* »

Guive Khan Mohammad (Université de Lausanne) <guive.khan@unil.ch>

« *L'arrière-cour des réseaux d'affaires sino-africains : Étude de cas du secteur de la moto au Burkina Faso* »

Manon Diederich (Université de Cologne) <karosmutz@gmx.net>

« *La migration des femmes Ouest-africaines à Guangzhou (Chine) : négociations de normes et pratiques de sociabilité dans un contexte transnational* »

1^{er} juillet
10h30

MAISON DES ARTS
UNIV.BORDEAUX MONTAIGNE

FILM - *Titans et mosquées*

Film de Denise Brégrand et de Christophe Folcher, 47 mn, CNRS-Images, 2006, accompagné d'un débat animé par Denise Brégrand sur la situation actuelle et les évolutions rapides au sein de l'islam.

Au nord du Bénin, les mythiques caravaniers ont troqués leurs ânes contre d'énormes camions, les « Titans ». Mais s'ils ont changé d'outils, ils ont gardé leurs traditions, orchestrées autour d'un Islam tolérant, prônant l'aumône et la redistribution des richesses par les plus riches ainsi que l'entretien de mosquées et d'écoles pour l'ensemble de la population. Ainsi, entre Titans et mosquées, ces caravaniers Wangaras continuent d'arpenter l'ouest africain, défendant leur vision originale d'une société qui tente de concilier profit et Islam, là où autour d'eux le Djihad et la charia s'implantent petit à petit, grâce au soutien des pétrodollars.

Présentation et débat animés par Denise Brégrand (LAM) autour de la situation actuelle, en particulier des évolutions rapides au sein de l'islam.

Programme détaillé

Dominique Malaquais
IMAF/Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

dmalaquais@gmail.com

Maëline Le Lay
LAM/CNRS/Sciences Po Bordeaux

m.le.lay@sciencespobordeaux.fr

1^{er} juillet
10h30

SALLE BASTIAT (E106)

Milieus effervescents du monde de l'art en RDC : Réseaux, collectifs, transdisciplinarités

Penser la scène de l'art contemporain en RDC, une des plus riches d'Afrique urbaine, demande que l'on s'attache à une étude non point des individus ou des disciplines comprises comme des catégories étanches, mais des croisements entre personnes et pratiques, créateurs et formes d'expression artistique. Travail en réseau ; signature collective d'œuvres ; porosité des frontières disciplinaires : c'est dans ces (hors) cadres mettant à mal les codes du marché international de l'art que se construit, depuis une dizaine d'années, le milieu de l'art contemporain au Congo. En appréhender les pratiques les plus engagées, tant formellement que politiquement, revient ainsi à se focaliser sur ce que le sociologue Jean Duvignaud définit comme les « milieux effervescents » : « des matrices d'hypothèses ou d'idées [au sein desquelles] la densité intellectuelle et affective est plus forte que les organismes institués ». * C'est le but que se fixe cet atelier, centré sur les arts visuels et l'écriture, le théâtre, la performance et les nouveaux médias.

* Jean Duvignaud. «Cheminement», Internationale de l'imaginaire, n° 12, 2000.

Intervenants : Discutant : Bogumil Jewsiewicki (Université Laval de Québec)

Dominique Malaquais (IMAF/CNRS)
« Afrofuturisme : autour de deux collectifs kinoïses « Congo astronautes » et « Mowoso »

Lotte Arndt (ESACM, ESCAM) <lotte.arndt@gmx.de>
« Sammy Baloji « Allers et retours » - Une résurgence spectrale dans les réseaux transatlantiques »

Maëline Le Lay (LAM/CNRS/Sciences Po Bordeaux)
« Collectifs et réseaux d'artistes de la scène katangaise (1950-2010) : émergence, mutations et reconfigurations »

Christophe Cassiau-Haurie (BNUS) <cch_fr@yahoo.fr>
« La BD en RDC : un réseau en mal de reconnaissance »

Réunion Réseau « Théâtre humanitaire de l'Europe à l'Afrique »

13h15

PRÉFA 2

PRÉSENTATION D'OUVRAGES

12h30 *La dette odieuse de l'Afrique* de Léonce Ndikumana & James K. Boyce et *L'Afrique mutilée* d'Aminata Traoré par Isabelle Gremillet (L'Oiseau indigo)

13h00 *The Swahili Novel* (trad. de *Le roman swahili*, 2006) de Xavier Garnier (James Currey)

13h15 *L'Imaginaire hétérolingue - Ce que nous apprennent les textes à la croisée des langues* de Myriam Suchet (ed. Garnier, 2014)

Salles MABILEAU-MERLE
E 008

Programme détaillé

1^{er} Juillet
13h45

AMPHITHÉÂTRE ELLUL

TABLE RONDE organisée par Claudy Vouhé pour Genre en Action (GeA)
coordination@genreenaction.net

Réseaux transnationaux de femmes d'Afrique et de la diaspora : apports, obstacles et avenir

Depuis la Conférence de Pékin de 1995, les réseaux locaux et transnationaux pour l'égalité de genre se sont multipliés (Tripp, 2005). En Afrique, ils concernent en particulier les violences contre les femmes – dont les mutilations génitales, les conflits/la paix, l'entrepreneuriat et la gouvernance (Madunagu, 2001 ; Snyder, 2003). Néanmoins, les obstacles à leur fonctionnement et efficacité sont nombreux : les réseaux sont cloisonnés – francophones, anglophones, hispanophones, fortement influencés par le passé colonial (Adams, King & Hook, 2010) ... Par ailleurs, l'institutionnalisation du genre a dépolitisé, « déféminisé » et « ONGisé » les luttes des femmes, notamment par les conditionnalités des financements. Les femmes ont du mal à s'imposer comme productrices d'analyses spécifiques de l'évolution des relations sociales et restent davantage considérées comme véhicules ou bénéficiaires des politiques d'égalité des États (Palmieri, 2013). Cependant, de nouveaux réseaux continuent à émerger, notamment grâce à l'usage des TIC. En France par exemple, les migrantes africaines, à l'instar du Black Feminism issu de la diaspora africaine aux États-Unis (Maerten, 2004), introduisent l'idée que les rapports de domination de classe, race et genre sont intersectionnels et modernisent ainsi la théorie féministe à l'échelle mondiale. Cet atelier s'intéressera à l'apport et à l'avenir des réseaux d'organisations et de femmes d'Afrique et de la diaspora, de leur impact sur l'égalité de genre et le féminisme en Afrique et en général, ainsi que sur les risques d'instrumentalisation politique auxquels ils sont confrontés.

Animée par Michel Cahen (GeA / CNRS / LAM / Sciences Po Bordeaux), avec la participation de Claudy Vouhé (GeA), Joëlle Palmieri (LAM/GeA), Mariam Touré (African Women Diaspora Group – Awodiag) et Brice Monou (Fecodev)

Programme détaillé

Rémi Dewière
IMAf
Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

remi.dewiere@orange.fr

1^{er} Juillet
13h45

SALLE MAURIAC
(E 010)

Les idées à pas de chameau. Échanges, migrations et circulations immatérielles en Afrique médiévale et moderne

Dès l'écllosion du commerce transsaharien et transocéanique, le continent africain s'est inscrit dans les dynamiques de mondialisation à l'œuvre de l'époque médiévale à l'époque moderne. À travers cet atelier, nous souhaitons aborder la question de la circulation des idées, des croyances, des valeurs et des savoirs dans le temps long en Afrique. Ce questionnement s'inscrit dans une dynamique initiée récemment autour de la question des circulations matérielles et immatérielles dans la longue durée, remise au goût du jour sur le terrain africain (Krätli, Lydon, 2011) et ailleurs (Malamut, Ouerfelli, 2012).

Alors que les historiens de l'Afrique contemporaine explorent la thématique des échanges immatériels à l'aune de l'explosion des médias, force est de constater que l'information est profondément attachée à l'homme et à ses mouvements aux époques médiévale et moderne. Étudier la circulation des savoirs et des idées nous amène à étudier les réseaux et les contacts entre les hommes, dans toute leur diversité. Migrations, transhumances, commerce, diplomatie, etc. sont des vecteurs importants de cette circulation immatérielle. À travers une série d'études de cas situés, cet atelier entend se focaliser sur la mise en lumière de ces circulations, sur les raisons de ces dernières et sur les moyens pratiques mobilisés. Nous espérons montrer que la mobilité des hommes, par terre ou par mer, a eu un impact fort sur la diffusion d'idées de part et d'autre du continent africain.

Mots clefs : Circulations, Migrations, Transhumances, Commerce, Histoire médiévale, Histoire moderne

Intervenants :

Rémi Dewière (IMAf /Université Paris 1 Panthéon Sorbonne)
« *Références littéraires et circulation des textes au bassin du lac Tchad à la fin du XVI^e siècle.* »

Hadrien Collet (IMAf/Université Paris 1 Panthéon Sorbonne), <hadrien.collet@gmail.com>
« *L'ouverture d'un canal idéal : L'axe Mali – Le Caire au XIV^e-XV^e siècle* »

Thomas Guindeuil (IMAf, Labex CAP), <t.guindeuil@gmail.com>
« *Circulation des pratiques alimentaires et commensalité caravanière sur les hauts plateaux éthiopiens (XVI^e-XIX^e siècle)* »

Cheikh Sene (IMAf, /Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), kheus55@yahoo.fr
« *Traites et politique fiscale : les « coutumes » en Sénégal au XVIII^e siècle* »

Programme détaillé

1^{er} Juillet
13h45

SALLE TOCQUEVILLE
(E 102)

Marianne Morange
CESSMA, Université Paris Diderot

marianne.morange@univ-paris-diderot.fr

Amandine Spire
CESSMA, Université Paris Diderot

amandine.spire@univ-paris-diderot.fr

Repenser le Droit à la Ville depuis les villes africaines

La notion de droit à la ville bénéficie d'un immense engouement dans le monde académique, les milieux militants et les agences internationales. Venue du Nord (voir les travaux sur Henri Lefebvre - Jouve, 2009 ; Costes, 2010 et surtout discutée en Amérique du Nord -Purcell, 2003 ; Mitchell 2003), elle s'est diffusée au Sud en Amérique latine et en Inde essentiellement (Pereira, Perrin, 2011 ; Zerah, Dupont, Tawa-Lama, 2011 ; Samara et al. 2012). Dans les métropoles africaines, ces débats sont émergents (sauf en Afrique du Sud - Parnell & Pieterse, 2010). Or la globalisation des référents de l'action publique et le mouvement de démocratisation (notamment à l'échelle locale) rendent désormais pertinente des travaux sur l'appropriation de cette notion en Afrique. Notre équipe retrace les processus de coproduction de normes spatiales et territoriales du juste et la construction de catégories de l'action publique, au regard de la diversité des contextes nationaux (voire métropolitains) et du rapport contrasté à l'autoritarisme et à la démocratisation dans 5 villes (Lomé, Addis-Abeba, Le Cap, Maputo et Accra). Nous bénéficions d'un financement de la Ville de Paris (appel Émergence) qui nous a permis d'engager un travail comparatif approfondi, sur 4 ans (2014-2018). Cet atelier se propose de discuter plus précisément de la pertinence de la notion de droit à la ville sur nos terrains respectifs et de l'apport des études africaines à la compréhension de cette notion.

Intervenants :

Marie Bridonneau (Université Paris Ouest Nanterre, LAVUE) <bridonneaumarie@yahoo.fr>
« *Le Droit à la ville en contexte autoritaire : repenser le droit à la ville depuis Addis Abeba* »

Armelle Choplin (PRODIG/Université Paris Est)
<armelle.choplin@univ-paris-est.fr>

Sophie Didier (LAVUE/Université Paris Nord) <sofdidier@gmail.com>

Catherine Fournet-Guérin (Université de Reims Champagne-Ardenne) <catherine-guerin@wanadoo.fr>

Programme détaillé

Denis-Constant Martin
LAM/FNSP/Sciences Po Bordeaux

d.c.martin@sciencespobordeaux.fr

1^{er} juillet
13h45

SALLE BASTIAT
(E106)

Circulations et créations : Musiques et danses en Afrique et dans l'émigration

La circulation mondiale des musiques est loin d'être un phénomène récent mais s'est développée sans interruption depuis le 16^e siècle, s'accéléralant et s'intensifiant en prenant avantage de l'évolution des techniques de communication. On peut aujourd'hui considérer qu'il existe un « monde de l'art » musical et chorégraphique globalisé au sein duquel se déplacent avec une extrême rapidité des musiques et des danses, ainsi que des conceptions et des symboliques s'y rapportant. Il paraît dès lors important de s'intéresser aux pratiques et aux idées que suscitent localement l'existence de ces réseaux de circulation. Les Afriques musicales et chorégraphiques occupent des places cruciales dans les réseaux de circulation et illustrent abondamment la dynamique qui les anime : circulation / appropriation / création / remise en circulation. Deux dimensions entremêlées en paraissent particulièrement importantes : le poids de la mémoire dans l'innovation, le rôle de l'appropriation de pratiques et d'idées venues d'ailleurs dans la configuration d'identités locales. Cet atelier pourra ainsi traiter : de l'utilisation de formes et de pratiques considérées comme « traditionnelles » pour, en les combinant à d'autres empruntées, en créer de nouvelles ; du rapport à la « musique des parents » au sein de populations immigrées pour évoquer une origine et, surtout, par le mélange avec des musiques du cru ou de mondes lointains, affirmer un enracinement et une identité nouveaux ; de genres comme le jazz et le rap qui, d'origine étatsunienne, sont devenus universels et ont connu toutes sortes de transformations, entrant dans la fabrication de nationalismes ou la configuration d'identités remaniées en permanence selon les époques et les enjeux.

Intervenants :

Alice Aterianus (Ecole Doctorale Sciences Sociales, Université Lumière Lyon 2) <aliceaterianus@yahoo.fr>
« Appropriations, créations et circulations du rap gaboma, entre Libreville et les réseaux de la diaspora gabonaise »

Elina Djebbari (EHESS/King's College de Londres) <elina.djebbari@ehess.fr>
« La musique cubaine en Afrique : la création d'une « musique africaine moderne » aux Indépendances »

Armelle Gaulier (LAM, Sciences Po Bordeaux), <armellegaulier@hotmail.com >
« Comment être gascon et kabyle ? La 'toulousianité' de Zebda »

Lorraine Roubertie (Université de Californie à Paris) <losoliman@orange.fr>
« La mémoire vive du jazz, sa transmission et son rôle dans le processus de configuration d'une "sud-africanité" post-apartheid »

Programme détaillé

1^{er} Juillet
13h45

SALLE MONNET
(E109)

Ophélie Rillon
IMAF/Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

ophelie.rillon@gmail.com

Elena Vezzadini
IMAF/Université de Bergen/

elenavezz@gmail.com

Quand les vagues font des ondes : Circulations des nationalismes et réappropriations par le bas (1920-1970)

Cet atelier envisage d'interroger le nationalisme et les mouvements de libération nationale au-delà de leur cadre territorial et de la période des indépendances. À rebours des représentations qui envisagent le nationalisme selon une progression linéaire et cumulative, nous proposons d'analyser des "moments" de crises et de basculements qui constituent des laboratoires d'analyse des pratiques protestataires et des idéologies (socialisme, nationalisme, modernisation). Il s'agit d'inscrire des expériences locales dans leurs connections transnationales et de saisir leurs résonances au sein de l'espace sahélien.

Nous faisons l'hypothèse que ce jeu d'échelles permet d'identifier des discours communs (par exemple l'idée d'auto-détermination des peuples après la première guerre mondiale ou de l'"homme nouveau" après la 1945), en se situant dans une approche comparatiste et connectée. Enfin, loin de nous limiter aux usages discursifs et politiques des élites des régions étudiées, cet atelier s'attellera à prendre en compte la manière dont les différents groupes sociaux se sont appropriés ces idéologies dans leurs luttes pour la reconnaissance, en les interprétant de façon dissonante voir opposée.

Intervenants :

Ophelie Rillon (Imaf/Paris 1) & Céline Pauthier (CESSMA/ Paris Diderot Paris 7), <celinepauthier@gmail.com>
«*Quand la modernisation nationale passe par des femmes authentiques. Le « langage de la modernité » au prisme du genre (Guinée et Mali).*»

Françoise Blum (Centre d'histoire sociale du XX^e siècle/ Université Paris 1 panthéon-Sorbonne) <Francoise.Blum@univ-paris1.fr>
«*Demander «l'Indépendance réelle» : une revendication nationaliste ?*»

Maria-Benedita Basto (CRIMIC/IMAF/Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) <mbbasto@yahoo.com>
«*Circulations internationalistes et pratiques militantes locales de l'homme nouveau pendant les luttes de libération et les indépendances en Afrique lusophone*»

Elena Vezzadini (Université de Bergen/IMAF) <elenavezz@gmail.com>
«*Le Soudan et le printemps des nations colonisées : Circulations transnationales et lutte anticoloniale après la première guerre mondiale*»

Programme détaillé

Muriel Sajoux
CITERES/Université de Tours
Chercheur associé INED-UMR CEPED

muriel.sajoux@univ-tours.fr

1^{er} juillet
13h45

Salle E 105

Réseaux associatifs et engagement des aînés en Afrique

La question des conditions de vie et du rôle des personnes âgées en Afrique est souvent abordée à travers l'étude des relations intergénérationnelles et des déficits existants en matière de protection sociale. Mais l'implication de ces derniers dans la vie associative est pour l'heure relativement peu explorée.

Fondé sur la volonté de poursuivre un but commun en mobilisant et valorisant les capacités de chacun, l'engagement des aînés dans des associations s'exprime selon des modalités différentes. Il s'agit le plus souvent, mais pas exclusivement, de retraités ayant connu un parcours professionnel valorisant. Souhaitant développer des activités porteuses d'utilité sociale, les aînés peuvent se regrouper en fonction d'une identité professionnelle antérieure commune, en fonction de leur lieu de résidence (les associations de quartier, bien qu'ayant souvent peu de moyens, permettent aux aînés de s'unir pour mieux faire entendre leur voix), en fonction d'une cause qu'ils veulent tout particulièrement défendre, etc. Parmi les objectifs visés figurent par exemple la volonté de défendre les droits des personnes âgées et des retraités (termes loin d'être synonymes en Afrique), d'être force de proposition (dans des domaines divers) en vue d'être reconnus par les pouvoirs publics comme des interlocuteurs dignes d'intérêts, de faire bénéficier les plus jeunes de leur expérience, et parfois aussi plus largement de « permettre que des personnes du troisième âge se retrouvent pour essayer d'apporter leur expérience et leur expertise dans le développement économique et social de leur pays ».

Cet atelier aura pour objectif de présenter et d'analyser différents types d'engagements associatifs initiés et/ou menés par des aînés dans des contextes socio-économiques et socioculturels diversifiés. Il visera également à interroger la manière dont la communauté scientifique pourrait participer à la valorisation de ce capital humain et social détenu par des personnes que l'on a plus souvent l'habitude de désigner par leurs sources de vulnérabilités potentielles que par l'énergie et les potentialités dont elles peuvent être les vecteurs.

Intervenants :

Muriel Sajoux (CITERES/Université de Tours/INED-CEPED) < muriel.sajoux@univ-tours.fr >
« *L'engagement associatif des aînés au Sénégal, entre mutualisation, valorisation, et souhait de transmission.* »

Tom Briaud (Labex iPOPs – CERLIS/INED/Université Paris-Descartes) < tbriaud@gmail.com >
« *Les associations de personnes âgées au Burkina Faso. Vers la constitution d'un groupe de défense des intérêts des personnes âgées ?* »

Chantal Crenn (Université Bordeaux Montaigne, UMI Environnement, Santé, Sociétés), < crenn.girerd@wanadoo.fr >
« *Les retraites « engagées » des vieux dakarois : un héritage de la pratique associative ?* »

Programme détaillé

1er juillet
13h45

SALLE JEAN MOULIN
(E 002)

Dominique Juhé-Beaulaton
Eco-anthropologie et ethnobiologie/MNHN/CNRS
Guillaume Blanc
IMAF/UVSQ

domi.beaulaton@orange.fr

guillaume_blanc@hotmail.fr

Luttes et mutations sociales autour de la patrimonialisation de la nature et du vivant

La mise en patrimoine d'espèces et d'espaces, de pratiques et de savoirs génère des conflits d'intérêts et de représentations qui viennent bouleverser les liens sociaux - familiaux, religieux, intergénérationnels ou institutionnels. Jusqu'au second xx^e siècle, par le biais de réserves de chasse ou de parcs nationaux, les administrations coloniales formulent et véhiculent un récit néo-malthusien de la nature africaine. Légitimé par la science, ce discours permet aussi bien l'appropriation des ressources que la mise en scène de la domination européenne et, à l'échelle locale, il se traduit par la lutte et la violence. Le processus perdure depuis les décolonisations. On assiste cependant à la reconnaissance de toujours plus d'éléments du monde vivant et à la multiplication des échelles d'acteurs, de décisions et de représentations. Révélatrice de jeux d'acteurs, d'enjeux locaux et de réorganisations spatiales, cette effervescence patrimoniale doit encore davantage être analysée à plusieurs échelles. Par le questionnement multiscalair des instruments de réglementation, des normes et des obligations qui accompagnent l'imposition d'une plante cultivée, la mise en place d'une Indication géographique ou la création d'un parc national, l'on peut saisir l'importance et l'évolution des réseaux d'échange qui se recomposent de manière parfois paradoxale et se traduisent bien souvent par des luttes concrètes et symboliques autour de la nature saisie par la puissance publique.

Intervenants :

Guillaume Blanc (IMAF/UVSQ), <guillaume_blanc@hotmail.fr >

« *Du fardeau civilisationnel de l'homme « blanc » au fardeau écologique de l'expert occidental : regards sur la préservation de la « nature » africaine (XIX^e-XX^e siècles)* »

Dominique Juhé-Beaulaton (CNRS, MNHN, Eco-anthropologie et ethnobiologie), <domi.beaulaton@orange.fr>

« *Des forêts sacrées aux Aires protégées communautaires: Patrimonialisation de la Biodiversité au Bénin* »

Dominique Juhé-Beaulaton & Guillaume Blanc

« *Luttes et mutations sociales autour de la patrimonialisation de la nature et du vivant* »

Nancy Andrew (LAM) <nandrew@larrisa.EU>

« *Reconfiguration des terres rurales et « création de la nature » pour le développement de la faune sauvage et du tourisme de luxe privé au Cap oriental en Afrique du Sud : échelles des conflits, des retentissements sociaux et des mutations de l'usage des espaces* »

Nadia Belaidi (MNHN, CNRS), <nadia.belaidi@mnhn.fr>

« *La Paix (par la coopération environnementale transfrontalière), un nouveau modèle de conservation ?* »

1er juillet
13h45

MAISON DES ARTS
Univ. Bordeaux Montaigne

FILM Luanda 2013, A luta continua

Documentaire de Chloé Buire, 20 mn, accompagné d'un débat sur les conditions de vie des Angolais

Ce film est une collection de portraits réalisés dans un petit quartier proche du centre-ville de Luanda. Alors que la capitale de l'Angola a été classée plusieurs fois comme « la ville la plus chère du monde » depuis la fin de la guerre civile en 2002, les habitants du quartier de Coreia vivent dans des conditions de plus en plus précaires. Chef d'entreprise ou vendeuse de rue, entraîneur sportif à la retraite ou adolescents en quête de futur, tous racontent leur combat ordinaire pour garder la tête haute dans une ville en pleine mutation qui semble les avoir oubliés. Les autorités ont pourtant de grandes ambitions pour le quartier : un nouveau complexe politico-administratif doit être érigé à Coreia et les habitations rasées. Derrière son titre de propagande, Luanda 2013, a luta continua raconte l'autre facette du miracle économique angolais et donne à sentir le poids de la domination et de l'attente face aux rêves de grandeur d'un pouvoir tout puissant.

Programme détaillé

15h15 - Pause

POSTER

Kinsources et Puck, une plateforme ouverte de stockage et d'analyse des réseaux de parenté
Présentation par Laurent Gabail (Oxford University/LESC)

1^{er} juillet
15H15

SALLE COPERNIC

TABLE RONDE *des revues organisée par Laurent Fourchard (FNSP, LAM/Sciences Po Bordeaux) pour l'ACPA*

Revues académiques et sciences sociales en Afrique : ancrages empiriques, innovations théoriques et débats disciplinaires

Cette table ronde de revues organisée par l'Association des chercheurs de Politique africaine (ACPA), souhaite engager une réflexion sur la contribution des revues académiques dans les débats actuels des sciences sociales et humaines en Afrique et ailleurs. L'Afrique fait l'objet d'un intérêt scientifique renouvelé mais dans un contexte universitaire européen encore souvent dominé par des approches euro-centrées. Il s'agit donc de se demander dans quelle mesure ces revues influencent les débats disciplinaires, théoriques et méthodologiques généraux en cours. Au-delà de cette question commune, il s'agit aussi de mieux appréhender la singularité de chacune de ces revues. Est-ce qu'elles privilégient des approches particulières dans les recherches d'un « terrain » souvent contraint ou difficile ? Suivent-elles une ligne éditoriale identifiée comme telle par le comité de rédaction ? Comment inscrivent-elles leur démarche dans leur discipline respective dans l'actuel consensus pluridisciplinaire ?

Animée par Laurent Fourchard, avec la participation de Susann Baller (Africa Spectrum), Richard Banégas (Politique africaine), Camille Lefebvre (Afriques), Jean-Fabien Steck (Autrepart)

1^{er} juillet
15h45 - 17h15

AMPHITHÉÂTRE ELLUL

FILM *Kásuumaay. Une expérience de paix en Casamance*

Documentaire, 52', de Xavier Puigserver (réalisateur & producteur) sur un scénario de Xavier Puigserver & David Fernández.

Depuis 1982 s'opère un conflit armé dans la région de la Casamance, au Sud du Sénégal. Ce conflit a connu des circonstances variées durant ces trois dernières décennies et divers mouvements pour la paix ont émergé ces dernières années. Divers traités partiels ont été signés dans ce sens, sans toutefois parvenir à résoudre le conflit qui oppose l'armée sénégalaise au Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC) qui lutte pour la sécession. En dépit de cette situation confuse et ambiguë, un petit territoire reste à l'écart depuis plus de douze ans de la violence engendrée par cette rivalité. Ce petit territoire correspond au Royaume d'Oussouye, situé au Sud du fleuve Casamance, pacifié depuis que le roi a été intronisé en 2000. Le film repose sur une étude ethnographique approfondie et vise à expliquer la lutte du roi Maan Sibilumbaye Diédhou, roi d'Oussouye, pour mettre en œuvre la « kásuumaay » (« paix », en langue Joola) dans son royaume. Il tente de montrer comment les autorités traditionnelles peuvent agir comme des partenaires pleinement valides dans les processus et la construction de la paix. Ce documentaire a pour but de refléter l'importance de la tradition et des autorités traditionnelles dans les sociétés africaines tout en montrant que celles-ci ne représentent pas un obstacle à la modernisation. L'application des valeurs traditionnelles ainsi que le rôle central joué par ces autorités comme acteurs favorisant le processus de paix montre un changement de tendance mis en relief dans ce projet. Extrait sur <https://vimeo.com/96984118>

1^{er} juillet
15h45

MAISON DES ARTS
UNIV. BORDEAUX
MONTAIGNE

Présentation et débat animés par Dragoss Ouedraogo (LAM)

Programme détaillé

1^{er} juillet
15h45

SALLE JEAN MOULIN
(E 002)

Alexandra Galitzine
ANR EsCA, FMSH

galitzine@msh-paris.fr

Françoise Bourdarias
CITERES, Université de Tours

bourdarias@univ-tours.fr

Espaces de la présence culturelle chinoise en Afrique et reconfigurations sociales locales

Le développement des activités économiques et des flux migratoires chinois en Afrique va de pair aujourd'hui avec une présence culturelle accrue. A un premier niveau, les stratégies culturelles de l'État chinois se manifestent à travers une appropriation de la thématique du « soft power ». Depuis le début des années 2000, dans un contexte marqué par le développement de tensions sociales liées à son influence économique et politique, le gouvernement chinois a reconsidéré l'argumentation de ses politiques de coopération avec les pays africains, en mettant l'accent sur les « rencontres culturelles », sur des formes de circulation des savoirs censées marquer une rupture avec la « domination culturelle » mise en œuvre par l'Occident. L'analyse des politiques culturelles de l'État chinois et des discours qui les légitiment permet de tracer le cadre dans lequel peuvent s'élaborer, au niveau local, une multiplicité de constructions pratiques et symboliques. Des « entrepreneurs culturels » chinois investissent ce nouveau champ d'activité. Certains groupes sociaux locaux sont alors amenés à s'approprier, à réinterpréter des éléments de la « culture chinoise », parfois à les intégrer à leurs stratégies de mobilité sociale en se constituant en « intermédiaires » susceptibles de construire des liens entre le pouvoir économique étranger et les populations locales. La présence culturelle chinoise peut aussi susciter le refus et contribuer à une reconfiguration des dynamiques professionnelles et politiques locales.

Les contributions attendues exploreront certains aspects des interdépendances culturelles qui se développent aujourd'hui, et empruntent des formes singulières dans chaque configuration sociale africaine (enseignement de la langue et de la culture chinoise, implantation de la « médecine traditionnelle chinoise », transferts de savoirs liés aux nouveaux usages du « patrimoine immatériel » ...)

Intervenants :

Modérateur : Antoine Kernen (Université de Lausanne)

Françoise Bourdarias (anthropologue, CITERES, Université de Tours) <bourdarias@univ-tours.fr >
«Pratiques thérapeutiques «traditionnelles» chinoises au Mali et au Cameroun : les multiples économies d'un patrimoine culturel »

Alexandra Galitzine-Loumpet (anthropologue, FMSH, Paris) <galitzine@msh-paris.fr >
« Diffusion de la « culture chinoise » au Cameroun : Acteurs, intermédiaires, médiateurs »

Romain Dittgen (African Studies Centre – International Institute for Asian Studies (Leiden), <rdittgen@hotmail.com >
« Halte provisoire ou lieu d'ancrage durable ? Logiques d'usage diversifiées au sein d'un chinatown à Johannesburg »

Programme détaillé

Katja Gentric
Centre Georges Chevrier, Université de Bourgogne

ge.katja@yahoo.fr

Marian Nur Goni
EHESS/CRAL, Paris

m.nurgoni@gmail.com

Stéphanie Vergnaud
EHESS/CEAF, Paris

v.steph@hotmail.fr

1^{er} juillet
15h45

SALLE BASTIAT
(E 106)

Art contemporain : quelles pratiques pour quelles circulations ?

Les idées, les techniques, les savoir-faire circulent avec les individus : les pratiques artistiques n'échappent pas à ce phénomène de reconfiguration constante (par transferts, appropriations et tissages) d'éléments hétéroclites et provenant de différentes sphères culturelles.

Alors que les artistes venant d'Afrique gagnent du terrain sur la scène et le marché internationaux et que leurs œuvres voyagent toujours plus loin, notamment grâce au virtuel (mouvement paradoxal qui s'amorce au moment même où les individus sont de plus en plus restreints dans leur liberté de mouvement), il convient de s'interroger sur la manière dont cette visibilité s'est construite : à travers quels réseaux (institutionnels ou privés) et expériences (quels sont les artistes qui parviennent à s'affranchir des frontières, qui privilégient "un art du réseau" ?), avec quelles narrations et pratiques ? Comment les nouvelles technologies et les réseaux sociaux bouleversent-ils les réseaux physiques déjà implantés ? Inversement, comment s'organisent les scènes artistiques des espaces enclavés tant virtuellement que réellement ?

L'art contemporain questionne entre autres ce qui enfreint et ce qui facilite le passage des idées : il semble important dès lors d'analyser également la manière dont les "objets" et les pratiques artistiques circulent aujourd'hui entre différentes sphères : du musée à la rue, en passant par les universités et les archives, et en transit entre différentes zones géopolitiques.

Intervenants :

Achilleka Komguem Kamsu (Département des Beaux-Arts et des Sciences du Patrimoine de l'Université de Maroua), < achilleka2013@gmail.com >

« Performance artistique itinérante : A pied et en bus, de Douala à Dakar, 07 artistes à la conquête de 07 pays »

Érika Nimis (Département d'histoire de l'UQAM, Montréal) <erikanimis@hotmail.com> & Marian Nur Goni (EHESS/CRAL, Paris) <m.nurgoni@gmail.com>

« Afrique connectée ? Communautés photographiques à l'ère numérique »

Stéphanie Vergnaud (EHESS/ IMAF, Paris) < v.steph@hotmail.fr >

« Les résidences internationales. El Anatsui hors de son atelier »

Emmanuelle Spiesse (LAM, Sciences po Bordeaux), <e.spiesse@gmail.com>

« Elizabeth et Peju, Deux femmes sculpteurs nigérianes à l'extérieur des réseaux ? »

Sophie Eliot, (Kulturwissenschaftliches Institut, Carl von Ossietzky Universität Oldenburg) <eliotsoophie@gmx.de>

« Le rôle du/de la curateur/trice indépendant/e en Afrique dans la consolidation des réseaux internationaux et intercontinentaux dans le champ de l'art contemporain : l'exemple du Center for Contemporary Art, Lagos (CCA, Lagos, Nigeria) fondé par la curatrice Bisi Silva »

Programme détaillé

1^{er} Juillet
15h45

SALLE E 105

Benoît Chevrier
Université de Genève – APA

Benoit.Chevrier@unige.ch

Regards technologiques sur le Paléolithique d'Afrique de l'Est. Un point sur des études récentes d'assemblages lithiques de l'Oldowayan au Late Stone Age

Les équipes françaises sont encore bien présentes dans les recherches portant sur le Paléolithique d'Afrique de l'Est, en particulier à travers plusieurs travaux doctoraux. Les bonnes conditions de préservation des sites, notamment grâce au fonctionnement tectonique du Rift, et la grande puissance des séquences archéologiques se développant sur le temps long ont amené à la collecte de nombreux ensembles lithiques stratifiés et relativement bien datés. La réévaluation récente par plusieurs jeunes chercheurs de certains de ces assemblages, étalés du Paléolithique inférieur au Late Stone Age, grâce à des méthodes d'approche dites technologiques voire fonctionnelles, a permis de renouveler la vision généralement typologique des études et de proposer une lecture dynamique des chaînes opératoires et des outillages anciens. Les résultats obtenus sont venus compléter les premiers travaux de technologie réalisés par des chercheurs français à partir des années 70/80 et ont permis d'alimenter les questionnements portants sur les peuplements des premiers hominidés et de l'homme moderne, sur l'évolution technique et sur les transitions culturelles, à partir de 2,5 Ma et sur plusieurs centaines de milliers d'années.

Intervenants

Modératrice : Anne Delagnes (PACEA)

Benoît Chevrier (Université de Genève – APA)

« *De l'additionnel vers l'intégré. Un exemple d'évolution technique logique du façonnage dans le Paléolithique est-africain* »

Louis De Weyer (CNRS / ArScAn-AnTET), <louis.deweyer@gmail.com>

« *Traditions techniques ou uniformité ? Étude comparative d'assemblages lithiques oldowayens en Afrique de l'Est* »

Alice Leplongeon (Fyssen, Hebrew University of Jerusalem), <alice.leplongeon@gmail.com>

« *Ruptures et continuité techniques du Middle au Later Stone Age dans le Sud-Est de l'Éthiopie (sites de Porc-Epic et de Goda Buticha)* »

Clément Ménard (Université de Toulouse Jean Jaurès / TRACES), <menard.clement@gmail.com>

« *La face cachée des lunates : diversité des traditions techniques du Late Stone Age dans la Corne de l'Afrique* »

Programme détaillé

Alphonse Yapi-Diahou
LADYSS/Université Paris 8/Université Paris Ouest Nanterre

alphonse.yapi-diahou@univ-paris8

Thomas Maillard
LADYSS/Université Paris8/Université Paris Ouest Nanterre

thomas.maillard@9business.fr

Jean Yves Kiettyetta
LADYSS/Université de Paris8

kiettyetta@gmail.com

1^{er} juillet
15h45

SALLE TOCQUEVILLE
(E 102)

Produire et vivre la petite et moyenne ville africaine au temps de la mondialisation

Cette proposition s'inscrit dans le cadre d'un projet scientifique en discussion au sein de l'UMR LADYSS et ouvert à d'autres équipes intéressées. La mondialisation alimente d'interminables débats ; elle est tantôt vantée, tantôt dénoncée, selon les cercles sociaux, selon les sensibilités, et indifféremment des milieux, en ville ou à la campagne, au Nord comme au Sud. Dans ses différentes dimensions, celle relative aux territoires et à leur compétitivité revient chez certains auteurs (Dolfus et al, 1999), pour souvent prescrire de grandes recompositions territoriales autour des pôles de développement (PDM, 2003) que constituent les villes, en l'occurrence les grandes métropoles. Dans la plupart des pays, en effet, et à de rares exceptions près, la dynamique urbaine a été inversée au profit des capitales et des grands pôles urbains pouvant être qualifiés de métropoles complètes : accaparement des flux de migrants, forte croissance démographique, concentration des installations manufacturières et de l'essentiel des ressources et des appareils logistiques. Et selon les cas la majeure partie des investissements sociaux subventionnés y sont localisés. Demeurées à l'écart de ces mouvements et des investissements, les villes petites et moyennes sont devenues « introuvables » (Alvergne, 2003), s'agissant notamment des pays d'Afrique. Dans le cadre de cet atelier, il sera question de savoir comment les populations et les autres acteurs s'ajustent aux évolutions faites d'injonctions, d'incitations et d'innovations, dans la production et le fonctionnement de leur ville tout en se soustrayant de toute tentation de repli. En perspective la question est de savoir si et comment les petites et moyennes villes s'approprient et maîtrisent les outils de la mondialisation et les mécanismes du procès de la production de l'espace.

Intervenants :

Clemens Zobel (Département de Science Politique/CRESSPA/Université Paris 8) <clemenszobel@yahoo.fr>
« *La ville intermédiaire dans les mondialisations : autonomie, mise en patrimoine et clientélisme à Siby (Rép. Mali)* »

Thomas Maillard, (Université de Paris 8, LADYSS) <thomas.maillard@9business.fr>
« *Sortir du jeu foncier pour maîtriser l'espace de son quartier : Le cas du quartier de Khor à Saint-Louis.* »

Hélène Mainet (Université Blaise Pascal Clermont Université) <Helene.mainet@univ-bpclermont.fr>
« *Les villes petites et moyennes court-circuitées ? Les enjeux de l'adaptation des acteurs urbains aux évolutions économiques et commerciales. Exemples est-africains* »

Programme détaillé

1^{er} juillet
15h45

SALLE MAURIAC
(E 010)

Chloé Josse-Durand
LAM / Sciences po Bordeaux

chloe.jossedurand@gmail.com

Thomas Guindeuil
Labex CAP/Institut national du patrimoine / IMAF

t.guindeuil@gmail.com

Inventorier, collecter, protéger

Réseaux et acteurs de la vie des institutions de conservation en Afrique

Bibliothèques, musées, centres d'archive ou réserves naturelles constituent des institutions de conservation autour desquelles les pouvoirs publics africains bâtissent une grande partie de leur politique culturelle. D'abord fréquentées par les chercheurs pour les données qu'elles rassemblent – l'une de leurs premières missions –, ces institutions se sont imposées au cours de la dernière décennie comme des objets de recherche à part entière, dans un contexte de développement des études dédiées au patrimoine et à la « patrimonialisation ». L'Afrique n'échappe pas à la fièvre patrimoniale, et les élites politiques, scientifiques et intellectuelles locales se sont progressivement réappropriées les concepts de patrimoine et de conservation, dont les normes ont souvent été définies de façon exogène. Mais la réalisation de ces politiques nécessite la mobilisation de nombreux acteurs, dont les gestes et les intérêts individuels et collectifs, parfois privés, sont souvent masqués derrière les activités de l'institution elle-même. Or le poids de ces individus dans le choix de ce qui doit être inventorié, collecté et protégé est souvent important. Aussi, le discours émanant des institutions de conservation est d'autant plus difficile à décrypter qu'il relève bien souvent de logiques multiples, nationales et internationales. Qu'il s'agisse d'institutions nées dans un contexte d'indépendance politique ou dans un contexte colonial, ce sont des acteurs locaux (membres du gouvernement, d'autres institutions patrimoniales, experts scientifiques venus du monde universitaire, érudits, collectionneurs privés, etc.) et internationaux (représentants de l'Union Européenne, de l'UNESCO, de l'ICOM, de l'Africom, des ONG, des centres de recherches à l'étranger, diplomates nationaux, marchands d'art ou collectionneurs, etc.) qui font vivre ces institutions, les modèlent et les utilisent en fonction de leurs propres stratégies. À travers une série d'enquêtes ciblées sur les individus, et s'appuyant sur les documents produits par leurs activités (archives et autres documents inédits), ce panel pluridisciplinaire se propose de donner un visage aux institutions de conservation africaines et à leurs réseaux.

Intervenants :

Chloé Josse-Durand & Thomas Guindeuil

« *Le musée-mausolée de Koitalel Samoei, une institution façonnée par la controverse: analyse croisée des mémoires d'un mercenaire, de la biographie d'un chef de clan mythique et des stratégies d'acteurs amorçant la réinvention de l'identité nandi au Kenya* »

Thomas Guindeuil

« *Les années «Hoy». Stanislaw Chojnacki, l'émigré polonais devenu homme-musée de l'Éthiopie (1950-2010)* »

Rémi Dewière (IMAF), <remi.dewiere@orange.fr> & Thomas Guindeuil

« *Des rives du lac Tchad aux fjords norvégiens. Le rôle des administrateurs coloniaux et des historiens dans la collection, la conservation et la circulation des sources écrites du sultanat de Borno (Nord Nigeria)* »

Guillaume Blanc (UVSQ / IMAF) <guillaume_blanc@hotmail.fr>

« *Et l'UNESCO arriva... John Blower et les prémices d'une politique patrimoniale de la nature en Éthiopie (1965-1974)* »

Sarah Ligner (Musée national Marc Chagall) <sarahligner@aol.com> & Thomas Guindeuil

« *Marie-Cécile Zinsou : créer, animer et faire rayonner le premier musée d'art contemporain au Bénin* »

Programme détaillé

Sophie Bava
LPED-IRD

sophiebava@yahoo.fr

1^{er} Juillet
15h45

Frédérique Louveau
CER/CEAF-IRD

louveau.frederique@neuf.fr

et

Jeudi 3 juillet
13h45

Migrations et minorités religieuses

Cet atelier propose d'interroger la connexion entre les migrations et les religions, et plus particulièrement les religions dites minoritaires. En effet de par le monde, les migrants transportent leur religion, tant dans les pays de migration que le long des étapes de leur voyage. Des bornes ou relais religieux s'inscrivent le long de ces routes et permettent aux migrants de renouveler leur croyance ou d'ancrer leur foi. Des travaux ont déjà montré l'impact des migrations sur les paysages religieux, mais aussi l'impact des religions sur le choix des itinéraires des migrants. Parfois, les religions qu'ils transportent deviennent minoritaires dans le pays d'accueil ou sont redynamisées au-delà de ce que l'on aurait pu imaginer. Les migrations peuvent donc jouer un rôle dans l'accroissement des effectifs voire le déploiement de certaines mouvances religieuses dites minoritaires, qui prennent alors en légitimité, selon les circonstances. Nous proposons d'examiner les variations dont sont à l'origine les migrations concernant le statut des religions, entre minoritaire et majoritaire, et les enjeux que cela provoque au sein des paysages religieux et de leurs rapports aux États.

SALLE MONNET (E109)
[Atelier en 2 sessions]

Intervenants

Nadège Chabloz (IMAF), <nchabloz@ehess.fr>

« Le bwiti en bagage, parcours contemporain d'une religion minoritaire gabonaise »

Sophie Moulard (LAM), <sophiemoulard7@gmail.com>

« Être disciple de Baye Niassa au Togo : les identités flottantes d'une branche transnationale de l'islam confrérique en situation minoritaire »

Ana Carla Bentegeat (Université de Bordeaux), <bentegeat@gmail.com>

« Les techniques de recrutement d'une église « néo-pentecôtiste » d'origine brésilienne à Bordeaux. »

Pierre-Yves Trouillet (CNRS - EHESS, CEIAS) <pytrouillet@gmail.com>

« Des prêtres migrants pour un renouveau religieux en diaspora Le cas de la minorité tamoule à l'île Maurice »

Ludovic Gandelot (SEDET/ univ.Paris Diderot Paris 7) & Nicole Khouri (IMAF/ univ P1.), <ledodu@yahoo.fr>

« Khojas ismaili agakhani, ue minorité religieuse dans sa deuxième migration »

M. Doris Ehazouambela (EHESS/IMAF), <ehazouabela@yahoo.fr; ehazoua@ehess.fr>

« Islam minoritaire au Gabon : entre le local et le global »

FILMS

Panda Farnana. Un Congolais qui dérange

Film de Françoise Levie sur un scénario écrit en collaboration avec Ellen Meiresonne, 2011, 55 mn, Wild Heart productions & Memento Productions.

Présentation et débat animé par Ellen Meiresonne, scénariste, assistante de réalisation, Bruxelles

1^{er} juillet

18h00

CINEMA UTOPIA

Mama Africa, de Mika Kaurismäki, 2011, 91 mn

Présentation par Kadja Gentric, Centre Georges Chevrier, Université de Bourgogne

21h00

Programme détaillé

2 juillet
8h45

SALLE BASTIAT
(E 106)

Elena Vezzadini
IMAF/Université de Bergen

elenavezz@gmail.com

Vincent Bonnecase
LAM/CNRS/Sciences Po Bordeaux

vincentbonnecase@yahoo.fr

Interroger les moments de racialisation en situations coloniales au XXe siècle : discontinuités, réorientations, dissonances

La littérature en histoire coloniale a souvent postulé que la colonisation avait agi comme un facteur global de la racialisation du social en Afrique, comme s'il y avait une continuité naturelle entre les idées raciales des colonisateurs et le fonctionnement concret des sociétés coloniales. De même, on a parfois lu la question raciale dans les colonies dans une perspective linéaire, comme si à une phase d'exacerbation du paradigme racial dans les années 1920-1930 avait succédé une phase d'atténuation, de contestation ou de réappropriation par les populations colonisées, à partir de la seconde guerre mondiale puis des luttes pour les indépendances.

En se focalisant sur les « moments de racialisation », cet atelier vise à questionner à partir de cas concrets et localisés l'historicité de la race en situations coloniales, pour montrer en quoi celle-ci s'est ancrée dans différents dispositifs de pouvoir, discours idéologiques et modalités opératoires, lesquels ne coïncidaient pas nécessairement les uns et avec les autres. La « racialisation », dans cette perspective, sera entendue comme un processus marqué par des négociations complexes entre différents acteurs mais aussi par des pratiques institutionnelles hétérogènes.

Il s'agira notamment d'interroger :

les moments de ruptures, d'euphémisation ou de réactivation qui ont marqué les politiques de la race, en lien avec les moments de contestation, de crise ou de renégociation des légitimités coloniales ;

les décalages entre différents acteurs de la colonisation, anthropologues, médecins, administrateurs, pour lesquels l'usage concret de la notion de race a pu répondre à des enjeux et des temporalités distincts ;

les manières diverses ou graduelles – notamment selon le lieu, le profil social ou le genre – dont, dans un même moment, l'injonction à la race a pu effectivement produire des subjectivités racialisées.

Intervenants :

Vincent Bonnecase (LAM/CNRS/Sciences Po Bordeaux)

« *Race et alimentation dans les savoirs coloniaux (v. 1925 – v. 1950)* »

Elena Vezzadini (IMAF/Université de Bergen)

« *Le Soudan comme un pays d'arabes et d'africains ? Interroger la racialisation au Soudan du XX^e siècle* »

Martin Mourre (IMAF/EHESS/Université de Montréal) <martinmourre@hotmail.com>

« *Entre La force noire et les Mercenaires noirs, la création d'un héros colonial pendant et après la Première Guerre mondiale : Genèse et résonance d'une assignation identitaire* »

Delphine Peiretti (TELEMM, Université d'Aix-Marseille) <delphine.peiretti@laposte.net>

« *Corps, race et sexe au Sénégal : regards de médecins de brousse entre 1860 et 1960* »

Programme détaillé

Alioune Badara Fall

CERDRADI / Université de Bordeaux, site Montesquieu

alioune_badara_fall1@yahoo.fr

2 Juillet

8h45

AMPHITHÉÂTRE ELLUL

Les démocraties africaines désarmées face au terrorisme ?

Parmi les facteurs qui déstabilisent aujourd'hui les pays africains et en plus des multiples crises « classiques » observées sur le continent africain, deux nous ont apparu particulièrement préoccupants lorsque l'on observe de près l'évolution actuelle des sociétés africaines, celle de leurs croyances et de leurs pratiques : le fait religieux et le terrorisme. Ces deux phénomènes se manifestent parfois de manière séparée (lorsque la religion favorise un certain obscurantisme empêchant tout progrès social, politique ou de développement dans le pays), ou en relation étroite lorsque le terrorisme se fonde sur la foi religieuse pour déstabiliser les États dans le but d'instaurer un État théocratique ou pour d'autres fins inavouées. Les États africains, comme beaucoup d'autres États, n'échappent pas aujourd'hui au terrorisme, phénomène certes pas nouveau, mais qui prend aujourd'hui des proportions importantes. L'une de ses caractéristiques essentielles est l'usage de la violence, sous toutes ces formes, comme mode d'expression ou de revendication, peu compatible avec les principes démocratiques qui caractérisent l'État de droit. Le terrorisme se particularise davantage depuis quelques années sur l'ensemble du globe, par une dimension à la fois religieuse et internationale.

Les récentes crises auxquelles nous assistons aujourd'hui sont une preuve de l'actualité de la question sécuritaire sur le continent. La crise malienne, les attentats et les prises d'otages au Nigéria, au Soudan, au Kenya, au Niger et la situation actuelle en Centrafrique. Les États africains, à l'instar des pays occidentaux, tentent tant bien que mal, de lutter contre ces deux phénomènes qui entretiennent dans certains cas des liens parfois très forts et dans d'autres des rapports plus distendus. C'est dans cette perspective que des conventions internationales et régionales adoptées ici et là, ont été ratifiées par de nombreux pays africains. Ces conventions ne sont toutefois pas toujours d'une grande clarté et manquent parfois de cohésion. Au niveau national, on peut s'interroger sur la légalité de certains textes pris par les gouvernants en place, les objectifs visés qui n'ont pas toujours pour objectifs de lutter contre le terrorisme ou l'intégrisme religieux.

L'atelier que nous comptons organiser dans le cadre des 3^e rencontres des études africaines à Bordeaux, permettra aux participants de discuter sur la pertinence des moyens juridiques et politiques définis et mis en œuvre par les États africains et dont la finalité déclarée est d'éradiquer le terrorisme et l'intégrisme religieux pour qu'ils n'entravent ou ne détruisent pas les efforts de développement économique de ces pays et le processus de démocratisation mis en route depuis les années 1990 dans la plupart des États du continent africain. Pour toutes ces raisons, l'atelier se propose de mener une réflexion sur :

- l'étendue de ces manifestations et leurs causes/remèdes ; la capacité, les moyens matériels et les stratégies des terroristes ;
- les politiques adoptées ou que devront définir les acteurs au plan interne (dirigeants politiques, justice, sociétés civiles tels les mouvements associatifs ou les ONG, chefs religieux, chefs traditionnels etc.) et au plan international, notamment en matière de coopération (ONU, Union Africaine, Union Européenne, Force armée africaine etc.).
- Au niveau interne des États, apprécier les politiques et les méthodes adoptées par le pouvoir en place pour lutter contre les terroristes et pour contenir l'intégrisme

Intervenants :

Pr. Fally Camara (Faculté des Sciences Juridiques et Politiques - Université Cheikh Anta Diop Dakar) <lyfacamara@yahoo.fr>

« *L'Afrique à l'épreuve des nouvelles mutations du terrorisme* »

Pr. Alioune B. Fall (Université de Bordeaux, CERDRADI – GRECCAP, France)

« *Stratégies et faiblesses de l'État africain face à un nouveau défi : le terrorisme* »

Pr. Papa Samba Ndiaye (Université Gaston Berger, Saint-Louis, Sénégal), <papasamba.ndiaye@ugb.sn>

« *Terrorisme et religion au Mali : Peut-on aller au-delà des lieux communs?* »

Djibril Ouedraogo (CERDRADI, Université de Bordeaux), <djimdjibril@yahoo.fr>

« *ISLAM : religion terroriste ou terrorisée ?* »

Programme détaillé

2 Juillet
8h45

SALLE MONNET
(E109)

Karine Blanchon
FRED
Université de Limoges

blanchon.k@wanadoo.fr

La révolution numérique des cinémas africains

L'essor des technologies numériques en Afrique a permis une démocratisation des pratiques cinématographiques en facilitant l'accès aux outils de tournage ou aux moyens de se former en ligne. De même, Internet, les téléphones portables et la multiplication des chaînes de télévisions privées pallient à la fermeture des salles de cinéma dans les centres urbains africains. On assiste également à un renouvellement des pratiques de création et de consommation des films. Cela n'est évidemment pas sans incidence sur l'écriture scénaristique et la construction technique : diversification des genres (animation, 3D), des formats, de thèmes. De plus, grâce à Internet, les réalisateurs africains parviennent désormais à se passer des producteurs étrangers en ayant recours aux sites de financement participatif. Élargissant leur audience, ils reprennent également le contrôle de leur œuvre et de sa distribution. Quels sont les apports et les difficultés que posent ces nouvelles technologies pour le développement des cinémas en Afrique ?

Cet atelier réunira des communications qui analyseront les liens entre les technologies numériques (Internet, téléphones portables) et les cinémas africains dans une approche qui se veut interdisciplinaire, interrogeant à la fois les articulations économiques, artistiques, historiques et politiques. Les communications pourront porter sur un pays ou proposer une étude comparatiste.

Intervenants

Karine Blanchon (INALCO - FRED, l'Université de Limoges)
« *Les financements alternatifs du cinéma africain : l'exemple de Madagascar* »

Niang Sada (Université de Victoria - Uvic), <sniang@uvic.ca>
« *Cybercafés, le petit écran et cinéma africain* »

Alexie Tcheuyap (Université de Toronto), <alexie.tcheuyap@utoronto.ca>
« *Numérique et transformations de la culture cinématographique en Afrique francophone* »

Stanislas Bemile Meda (Docteur en Sciences de l'Information et de la Communication), <lawbemile15@yahoo.fr>
« *Le numérique, heurs et leures d'un procédé filmique* »

2 juillet
8h45

Maison des Arts
Univ. Bordeaux Montaigne

FILM *L'enseignement du kiswahili au Burundi*
Documentaire de Raymond Arnaud, 50 minutes, 2011

Ayant adhéré à la Communauté Est Africaine, le Burundi a introduit l'enseignement du kiswahili à l'école primaire en 2007, à raison de deux heures par semaine. Le film permet d'assister à plusieurs séances d'enseignement du kiswahili dans diverses écoles du pays. Les enseignants font part de leurs difficultés et des besoins de formation nécessaires. La radio scolaire s'efforce d'apporter un appui aux enseignants.

Programme détaillé

Françoise Blum
Imaf

fblum@univ-paris1.fr

Marie-E. Pommerolle
Imaf / Paris 1

mepommerolle@free.fr

Johanna Siméant
Cessp/Paris1

jsimeant@univ-paris1.fr

2 Juillet
8h45

SALLE MAURIAC
(E 010)

« Biografriques » : l'analyse biographique : production de données et réflexion méthodologique

Dans le cadre d'un nouvel projet lancé au sein de la CUE HESAM, nous proposons un atelier multi-disciplinaire portant sur les usages de la biographie. Les « tournants » biographiques et prosopographiques ont déjà quelques années, en histoire ou en sociologie, mais les études africaines n'ont pas épuisé toutes les ressources de ces approches pour sonder les mondes sociaux passés et contemporains, à partir de quelques trajectoires et de leur comparaison. Si quelques dictionnaires s'imposent comme des sources bienvenues de données biographiques¹, et quelques travaux de biographie sociologique² ou prosopographique³ sont des références en la matière, cet atelier voudrait renforcer la visibilité de la réflexion sur cet outil, et proposer quelques exemples de travaux biographiques. Les membres de ce projet s'intéressent plutôt aux mondes politiques et militants, la priorité sera donc donnée aux travaux portant sur des individus ou des groupes s'imposant comme des personnalités publiques, aussi bien au niveau local, que national ou international. Il s'agira donc d'un atelier exploratoire, ouvert aussi bien aux membres de l'atelier de la CUE HESAM qu'à des membres extérieurs.

Intervenants

Sylvie Kandé, <sylvkan@yahoo.com>
« *Biographie de Bachir Touré* »

Siméant Johanna (CESSP, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, EHES), <jsimeant@univ-paris1.fr>
« *Biographies individuelles et collectives dans les « sociétés civiles » africaines – quelques exemples maliens* »

Eric Soriano (Univ. Montpellier 3) <eric.soriano@univ-montp3.fr>
« *Le rapport colonial en biographies ? À partir d'une expérience kanak (Nouvelle-Calédonie)* »

Raphaëlle Chevrillon Guibert <raphaelleguibert@gmail.com>
« *Faire fortune à Khartoum: pour qui? Pour quoi? Retour sur les itinéraires de la réussite dans le Soudan islamiste et leurs implications sur la formation des identités individuelles et collectives* »

1 Emmanuel K. Akyeampong et Henry Louis Gates Jr. (eds), *Dictionary of African Biography*, Oxford U Press, 2012, 6 volumes.

2 Janet Vaillant, Black, French, and African: *A Life of Léopold Sédar Senghor*, Cambridge, Mass London, Harvard University Press, 1990; J-F. Médard, « Charles Njonjo: portrait d'un "big man au Kenya" » in E. Terray (ed.), *L'État contemporain en Afrique*, L'Harmattan, 1987.

3 Pascale Barthélémy dans : *Africaines et diplômées à l'époque coloniale*, Rennes, PUR, 2010

Programme détaillé

2 juillet
8h45

SALLE E 105

Caroline Robion-Brunner
TRACES /Université Toulouse Jean Jaurès

crobion@univ-tlse2.fr

Archéologie et histoire de l'Afrique ancienne: actualité de recherches et formations en réseau

«Plusieurs équipes de recherches européennes développent aujourd'hui des recherches essentiellement ciblées sur l'archéologie et l'histoire de l'Afrique ancienne. C'est le cas du Pôle Afrique du Toulouse-Le Mirail (au sein du laboratoire TRACES), du Laboratoire Archéologie et Peuplement de l'Afrique de Genève (Suisse), du Centre d'anthropologie culturelle (Belgique) et du Musée de Tervuren (Belgique). Une spécificité de ces équipes est d'animer des chantiers pluridisciplinaires associant la fouille de sites ou de complexes archéologiques et des perspectives de formation, tant sur le terrain (à destination d'étudiants européens et du pays d'accueil) que par des ateliers visant à des transferts de compétences en direction des pays africains. Archéologie préhistorique ou protohistorique (du Sénégal à l'Éthiopie), archéologie islamique (au Maroc) sont ainsi parmi les domaines qui permettent d'intégrer une dimension de formation des étudiants des pays d'accueil (voire de structuration de filières locales de formation), de transmettre une sensibilité de plus en plus nécessaire (dans les pays en voie de développement) pour l'archéologie préventive, et de valoriser les domaines académiques d'expertise européens, tels par exemple la technologie lithique. Cette session réunirait des Intervenants des quatre équipes mentionnées, offrant ainsi un tableau représentatif de l'actualité de la recherche archéologique et des actions de formation réalisées ou entreprises.»

Intervenants :

Caroline Robion-Brunner (TRACES /Université Toulouse Jean Jaurès)

« *Commerce transsaharien et circulation des métaux précieux : apports des découvertes archéologiques à la matérialité de ces échanges* »

Eric Huysecom (Université de Genève) <Eric.Huysecom@unige.ch>

« *Le programme de recherche international « Peuplement Humain et paléoenvironnement en Afrique » : récents développements et challenges de la mise en réseau* »

Els Cornelissen <els.cornelissen@africamuseum.be> & Alexandre Livingstone Smith (Musée royal de l'Afrique centrale) <alexandre.smith@africamuseum.be>

« *Le transfert d'expertise archéologique par un réseau muséal* »

Pierre de Maret (ULB) <Pierre.de.Maret@ulb.ac.be> & Noémie Arazi (HMS) <n.arazi@hms-archaeology.com>

« *Archéologie et développement des infrastructures en Afrique : nouveaux défis, nouvelles opportunités* »

Programme détaillé

Elisabeth Peyroux
LISST/Cieuv, CNRS/ Université de Toulouse Jean Jaurès

peyroux@univ-tlse2.fr

Jennifer Robinson
University College of London

jennifer.robinson@ucl.ac.uk

2 Juillet
8h45

SALLE TOCQUEVILLE
(E 102)

Circulation internationale des politiques et coopération entre villes : Géopolitique et policy learning en Afrique et dans les pays du Sud

Traitée de longue date par de nombreuses disciplines, la circulation internationale des idées, des politiques et des modèles suscite depuis quelques années un regain d'intérêt, notamment dans le champ des études urbaines où un renouveau théorique et méthodologique a été impulsé par des travaux anglo-saxons interrogeant d'une part la nature, les modalités et les implications des « mobilités des politiques urbaines », d'autre part les formes et conséquences des processus d'apprentissage (policy learning, city learning) qui les sous-tendent.

Cette question prend une acuité particulière dans le champ des études africaines : on observe en effet de nouvelles formes de coopération et d'échanges entre villes africaines et autres villes du Sud orchestrées par des organisations ou réseaux internationaux (Cities Alliances, Metropolis, United Cities and Local Governments, C40) ou par des gouvernements locaux, à l'image de la Stratégie des Relations Internationales de Johannesburg. Ces échanges, qui s'accompagnent de nouvelles formes de policy learning, s'inscrivent dans un contexte géopolitique marqué par la montée en puissance des pays émergents dans le champ économique et de la coopération Sud-Sud.

Cet atelier propose de s'interroger, à partir de différentes perspectives disciplinaires, sur les relations entre rapports internationaux de pouvoir, circulation des politiques et policy learning en Afrique. Il vise à explorer la production de nouveaux référentiels et de normes et modèles inédits, voire alternatifs à partir des villes du Sud en lien avec la redéfinition des enjeux géopolitiques du développement.

Intervenants

Elisabeth Peyroux (CNRS, LISST/Cieuv/Université de Toulouse Jean Jaurès),
« *Urban policy mobility through city-to-city cooperation in Africa: Johannesburg and the changing forms of South-South development cooperation* »

Isa Baud (University of Amsterdam) <I.S.A.Baud@uva.nl>
« *Capacity development or new learning spaces through municipal international cooperation in African and other Southern countries: Policy mobility at work?* »

Jenny Robinson (University College London), <jennifer.robinson@ucl.ac.uk >
« *Slow Policy Transfer and City to City Learning: Johannesburg and Lilongwe* »

Stephan Bock M.A. (BIGSAS)- University of Bayreuth, <Stephan.Bock@uni-bayreuth.de>
« *Translocal learning relations within Kigali's urban regulation* »

Programme détaillé

2 Juillet
8h45

SALLE JEAN MOULIN
(E 002)

Emmanuelle Bouilly
CESSP

emmanuelle.bouilly@yahoo.fr

Sidy Cissokho
CESSP

sidy.cissokho@hotmail.fr

Alexis Roy
EHESS

royalexi@gmail.com

Syndicalismes africains face aux libéralisations économiques et politiques

Depuis les années 1970, les études africaines ont commencé à s'intéresser aux formes de résistance sur le continent. Plus récemment, les questions du dissentiment et de la protestation ont été analysées sous l'angle des mouvements sociaux, des émeutes ou révoltes. La question plus classique de la représentation des intérêts, et singulièrement du syndicalisme, est demeurée cependant sous-étudiée en dépit des travaux d'historiens sur les luttes syndicales en contexte colonial. Les libéralisations politique et économique des États postcoloniaux invitent pourtant à s'interroger sur les formes contemporaines de l'action collective syndicale -qu'elle soit professionnelle ou corporatiste, si l'on pense au syndicalisme étudiant.

Ce panel se propose ainsi d'étudier :

- les syndicats au cœur des réseaux de pouvoirs : quelles interactions entretiennent État, administration, partis politiques et syndicats - notamment depuis la fin des centrales syndicales uniques ? Quelles frontières existent-il entre eux ? Comment circulent leurs différents acteurs ?
- les effets de la libéralisation économique et de l'ajustement structurel sur le travail syndical : quels rôles jouent les organisations syndicales dans ces processus ? Comment s'effectue le travail syndical dans des économies en large partie informelles et/ou impactées par l'implantation de multinationales ? Quels sont les causes, modes d'action ou savoir-faire émergents (lutte contre le travail indigne, expertise, mise en réseaux à l'international etc.) ?
- la catégorie « syndicat ». Comment cette forme historiquement située a-t-elle circulé et évolué sur le continent ? Est-elle inspirée, concurrencée par d'autres formes organisationnelles (associations, mutuelles, coopératives etc.) ?

Ce panel concerne toutes les disciplines de sciences sociales et ne se limite pas à la période postcoloniale. Il accueille des travaux originaux qui portent aussi bien sur l'Afrique subsaharienne que l'Afrique du Nord.

Intervenants

Modérateur : Alexis Roy (IMAF, Paris 1)

Etienne Bourel (CREA - Université Lyon), Etienne.Bourel@univ-lyon2.fr
« *Les activités syndicales au port à bois de Libreville* »

Sidy Cissokho (CESSP) <sidy.cissokho@hotmail.fr>

« *L'expérience des Union Guards (Ghana) : Les rapports entre administration, partis politiques et syndicats au Ghana au prisme d'une institution.* »

Cindy Morillas (LAM, Sciences Po Bordeaux) <cindy.morillas@gmail.com>

« *Le syndicalisme étudiant au Cameroun : contesté par les autorités universitaires mais incontournable lors des crises universitaires* »

Nicolas Pons-Vignon (CESB, University of the Witwatersrand) <vignon@wits.ac.za>

« *Numsa rupture could mark new start for socialist politics* »

Programme détaillé

10h15 Pause

POSTER

À l'interface entre ethnoarchéologie, archéologie et archéométrie : interroger les argiles du Pays dogon (Mali)
par Anne Mayor (Université de Genève) & Nadia Cantin (IRAMAT, Univ. Bordeaux Montaigne)

Sylvain Racaud
Labex SMS
Dynamiques Rurales / Université Toulouse Jean Jaurès

geosracaud@gmail.com

2 juillet
10H15

SALLE COPERNIC

Mercredi 2 Juillet
10h45

SALLE MONNET
(E 109)

Réorganisation montagnarde et reconfiguration des réseaux des marchés

Cet atelier porte sur les relations entre les réorganisations des espaces montagnards et la structuration de réseaux des marchés. Ces montagnes sont anciennement intégrées à des réseaux commerciaux, notamment ceux du café et du thé, cependant l'amplification des échanges en quantité et en variété, entre des lieux et des acteurs plus nombreux, arrime de manière originale l'économie montagnarde au marché. Ces espaces renferment une multitude de marchés ruraux qui jouent un rôle fondamental dans les relations entre la ville et la campagne, entre le proche et le lointain ; vitrines de leur arrière-pays, ils sont aussi des points d'entrée de nombreux produits en provenance de l'« ailleurs ». Ces lieux participent plus ou moins fortement à la structuration des territoires par leurs effets polarisants et par leurs fonctions de redistribution. Les recompositions en œuvre comme la spécialisation des terroirs et la marchandisation des moyens de production révèlent l'essor de nouveaux territoires marchands mis en concurrence à l'échelle du massif et également à des échelles plus petites.

La réflexion sera nourrie par des exemples variés, choisis dans des pays différents d'Afrique orientale (Tanzanie, Kenya, Ouganda, Rwanda, Burundi...), d'Afrique centrale (Cameroun) et occidentale (Guinée). Elle vise à interroger les facteurs de structuration des réseaux marchands, ainsi que les recompositions des interdépendances ville-campagne à plusieurs échelles géographiques, et à donner aux chercheurs travaillant sur ces thèmes et ces espaces l'occasion d'une mise en réseau de leurs travaux.

Intervenants :

Sylvain Racaud (Labex SMS, Dynamiques Rurales, Univ. Toulouse Jean Jaurès),
« Réorganisation montagnarde et reconfiguration des réseaux des marchés dans les montagnes Uporoto, Tanzanie »

Hélène Mainet (Ephantus KIHONGE), <Helene.MAINET@univ-bpclermont.fr >
« Les villes petites et moyennes court-circuitées ? Les enjeux de l'adaptation des acteurs urbains aux évolutions économiques et commerciales. Exemples est-africains »

Hélène Mainet & Jean-Charles Edouard (Université Blaise Pascal)
<J-Charles.EDOUARD@univ-bpclermont.fr >
« Les villes petites et moyennes dans leurs réseaux : Enjeux des reconfigurations à travers les marchés urbains des montagnes est-africaines »

Bernard Charlery de la Masselière (Université Toulouse-Jean Jaurès) <charlery@univ-tlse2.fr >
& François Bart (LAM/Université Bordeaux Montaigne), <francois.bart@scpobx.fr >
« Kilimandjaro, une montagne-monde: Les dynamiques territoriales à l'interférence des réseaux »

Programme détaillé

2 Juillet
10h45

SALLE TOCQUEVILLE
(E 102)

Mathilde Debain
Université Paris 1, IMAf

mdebain@hotmail.com

Mehdi Labzae
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Imaf-CESSP
GIRAF

mehdi.labzae@gmail.com

Autoritarismes et bureaucraties en Afrique

Qu'est-ce que l'administration au quotidien dans un régime qu'on qualifie d'autoritaire ? Cet atelier cherche à rassembler des travaux de science politique, de sociologie, de géographie, d'histoire ou d'anthropologie sur les administrations publiques en Afrique en laissant la catégorie d'« autoritarisme » dans l'indéfinition au bénéfice de ses manifestations pratiques (Dobry 2005, Rowell 2006, Hibou 2011). La sociologie de l'administration et des pratiques quotidiennes des fonctionnaires est un révélateur particulier de l'exercice concret du pouvoir en Afrique, les fonctionnaires étant, ici comme ailleurs, les principales incarnations de l'État (Lipsky 1980, Bourdieu 1990, 2012). C'est ainsi à travers les réseaux de l'administration que se réalise la « rencontre bureaucratique » (Dubois 1999), le plus souvent sous la forme de rapports ordinaires, au bas de l'échelle, entre fonctionnaires et administrés. Nous souhaiterions soumettre à la comparaison des cas empruntés aux bureaucraties africaines (Cameroun, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gabon, Maroc, Soudan du Sud) afin d'approfondir les diverses formes que peut prendre la domination (arbitraire, informel, normes pratiques etc.) dans et à travers les appareils administratifs. Les études pourront porter sur le fonctionnement concret des services administratifs, la relation de guichet, les rapports hiérarchiques entre différentes catégories d'agents de l'État, le rôle des partis politiques, le legs colonial ou la connexion à l'international et aux bailleurs de fonds.

Intervenants :

Mathilde Debain (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, IMAf),
« Gouverner les agents de l'Etat : la gestion des situations administratives dans la fonction publique gabonaise »

Mehdi Labzaé, (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CESSP, GIRAF)
« Entre le Partit et le Project. Variations dans les rapports au politique chez les « experts en administration foncière » dans l'ouest éthiopien (Amhara, Bénishangul-Gumuz et Gambéla »

Dominique Connan (Univ. Paris 1 Panthéon-Sorbonne, IUE, CESSP), <dominique.connan@gmail.com>
« Les transformations du champ élitaire dans les bureaucraties néolibérales africaines. Les professionnels et l'Etat kenyan depuis le milieu des années 1990 »

Marielle Debos (Université Paris Ouest Nanterre, ISP), <mdebos@u-paris10.fr>
« Administrer l'entre-guerre : militaires, ex-rebelles et bureaucratie au Tchad »

Programme détaillé

Sarah Fichtner
Sciences Po Bordeaux / LAM

fichtnersarah@gmail.com

Olivier Provini
UPPA / LAM

olivier_provini@yahoo.fr

2 Juillet
10h45

SALLE JEAN MOULIN
(E 002)

Fabrication et transmission des pratiques et savoirs scolaires et académiques dans des contextes transnationaux

Les engagements internationaux, qui s'inscrivent dans un contexte de renforcement des mécanismes de régulation de l'aide publique au développement, constituent un changement de paradigme dans la production et l'énonciation des politiques publiques d'éducation en Afrique. La définition d'objectifs chiffrés, qui ont valeur de conditionnalités, englobe à la fois l'agenda éducatif et académique (ses priorités, le champ de ses réformes), les relations entre les différents acteurs impliqués (privées et publiques, locales, nationales et internationales), et enfin les formes de régulation et de pilotage caractérisées par l'hégémonie des procédures bureaucratiques et des normes quantifiables fortement influencées par les modes de gestion néolibéraux.

Dans quelle mesure ce cadre transnationalisé affecte-t-il la constitution des savoirs scolaires et académiques et leurs modes de transmissions, c'est-à-dire leurs pratiques, la manière d'apprendre et ce que l'on apprend ? Comment les nouveaux modes de management sont-ils appréhendés, négociés et mis en œuvre par les acteurs intervenant à différents niveaux dans les systèmes éducatifs (parents, étudiants, enseignants, cadres administratifs, experts, agences de développement, ONG, entrepreneurs, etc.) ?

C'est à ces questions que l'atelier envisage d'apporter des réponses à partir d'expériences de terrains rendant compte de la réalité du fonctionnement des institutions scolaires et universitaires en Afrique.

Intervenants :

Olivier Provini (Université de Pau et des Pays de l'Adour, LAM)

« *Nouvelles rationalités bureaucratiques universitaires et savoirs académiques en Afrique de l'Est* »

Akimi Yessoufou (Université d'Abomey-Calavi, Ecole Normale Supérieure de Porto-Novo, Bénin),

<yyeskim@gmail.com>

« *Du global au local : mécanismes de transfert de l'Approche Par Compétence (APC) dans la réforme curriculaire au Bénin* »

Jean Alain Goudiaby (Université Assane SECK de Ziguinchor, Sénégal), <a.goudiaby@univ-zig.sn >

« *Le REESAO et la tentative de définition d'un espace ouest africain de l'enseignement supérieur : harmoniser les pratiques pour des savoirs plus performants* »

Sonia Languille (SOAS, University of London), sl69@soas.ac.uk

« *Qualité des apprentissages et gestion par les chiffres, entre global et local : le cas de la Tanzanie* »

Programme détaillé

2 juillet
10h45

SALLE BASTIAT
(E 106)

Nora Gréani
EHESS

noragreani@aol.com

L'Art africain et le socialisme

Quand le fond de l'art était rouge...

Dans cet atelier, nous proposons d'engager une réflexion nouvelle autour des liens entre Art et Politique. Peu après les Indépendances, plusieurs États africains ont expérimenté le socialisme. Si l'engouement mémoriel contemporain tend souvent à ignorer ce pan de l'histoire, le continent africain dispose d'un héritage culturel socialiste (monuments, peintures, timbres, etc.) encore jamais recensé et analysé. Aussi divers que les expériences politiques qu'il a accompagné, cet héritage constitue un puissant témoignage de l'exportation et du développement de l'imaginaire communiste à travers le monde et en particulier, en Afrique. Dans cet atelier, deux approches complémentaires seront privilégiées. Il s'agira d'étudier les conditions de production d'un art socialiste en Afrique ainsi que sa réception au sein des pays socialistes au moment où, pour reprendre le titre du célèbre film documentaire de Chris Marker (1977), « le fond de l'air (était) rouge »¹. Cette première expérience de confrontation de recherches universitaires internationales autour du thème de l'art africain et du socialisme répond globalement à un double intérêt scientifique : elle participe à une meilleure compréhension du champ artistique africain actuel et contribue à un nouvel éclairage des connexions, interconnexions et « branchements »² de l'Afrique avec le reste du monde.

Intervenants :

Nora Gréani (EHESS) & Romuald Tchibozo (Université d'Abomey-Calavi) <tchibozoromuald@hotmail.com>
« *Arts Histories, Aesthetics. L'art contemporain d'Afrique dans l'ex-République Démocratique Allemande : entre influence idéologique et légitimation* »

Emery Patrick Effiboley (LESC - Université Paris Ouest Nanterre La Défense) <peffiboley@yahoo.fr>
« *La politique culturelle du Bénin à l'époque marxiste entre vision "clairvoyante" et mise en œuvre imparfaite* »

Jérôme Bazin (Université Paris-Est Créteil) <bazin.jerome@wanadoo.fr >
« *L'économie des échanges artistiques entre l'Europe communiste et l'Afrique.* »

¹ Marker, Chris, *Le fond de l'air est rouge*, 240', 1977. *Le Monde diplomatique* a récemment réemployé cette formule en intitulant un hors-série paru en 2010 : « 1960-1975, Quand le fond de l'air était rouge ».

² Amselle, Jean-Loup. – *Branchements. Anthropologie de l'universalité des cultures*, Paris, Flammarion, 2001, 265 p.

2 juillet
10h45

Maison des Arts
Univ. Bordeaux Montaigne

FILM

Musiques et poésie sud-africaines au festival d'automne à Paris 2013, 60 mn
Sélection et présentation : Denis-Constant Martin (LAM, Sciences po Bordeaux)

Ce film présente des interprétations enregistrées lors du 42e Festival d'automne à Paris en 2013. Il ne propose pas un panorama exhaustif des musiques et de la poésie sud-africaines mais une sélection qui part de l'arc musical et des musiques rurales de transmission orale pour mener jusqu'aux créations les plus contemporaines, en passant par des formes chorales et chorégraphiques représentatives des cultures du KwaZulu-Natal et de la ville du Cap. Il se termine sur des performances poétiques donnant lieu à des jeux sur les langues (anglais et afrikaans dialectal du Cap).

Programme détaillé

Sandrine Perrot
CERI/Sciences Po

sandrine_perrot@yahoo.com

Marie-Emmanuelle Pommerolle
IMAF/Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne –

mepommerolle@free.fr

2 juillet
10h45

AMPHITHÉÂTRE ELLUL

L'épreuve du vote : mobilisation et participation en situation contrainte

Objet canonique de la sociologie politique, la sociologie du vote s'invite à nouveau sur le continent africain. Après les réflexions sur les élections en contexte autoritaire, celles sur les élections en situation multipartite et clientéliste et l'institutionnalisation du « rite » électoral, la question a la faveur aujourd'hui d'analyses quantitatives telles que celles pratiquées par l'Afrobaromètre. La diversification des pratiques électorales sur le continent continue de générer cependant pour l'analyse qualitative de nombreux angles morts autant que des questions méthodologiques curieusement laissées en suspens. L'atelier proposé vise à susciter des contributions s'attachant au vote comme épreuve, tant politique que méthodologique.

Une épreuve politique, d'abord : dans les régimes à parti dominant (parfois appelés hybrides, semi-autoritaires, etc.), le vote est à la fois un outil de crédibilité et une contrainte pour les représentants politiques. Les dispositifs d'organisation et de surveillance du vote sont de plus en plus présents et les conduisent à s'en accommoder ou à les détourner. Bref, loin d'être un simple exercice de « civilité internationale », les réformes électorales ont des effets sur les formes de la mobilisation et de la participation. C'est ainsi que techniques et instruments électoraux seront au cœur de nos questionnements. Le vote est également une épreuve, au sens où il traduit des transformations sociales plus larges, au sein de l'électorat. L'accumulation d'un savoir électoral, fruit d'une vingtaine d'années d'élections multipartites produit des électeurs plus exigeants et à tout le moins, différents. Plus généralement, les techniques de mobilisations de ces électeurs se transforment, du fait de ce rapport plus affirmé au politique, mais aussi de transformations plus générales (contexte urbain où le rapport de clientèle change/ différenciations sociales plus accentuées, etc.)

Une épreuve méthodologique, enfin : trois séries de questions seront posées. L'une, classique, s'intéresse à l'imbrication des événements électoraux et du hors-temps électoral, aux meilleurs moyens d'articuler enquête au long cours et investigations ponctuelles. Une seconde a trait aux articulations entre quantitatif et qualitatif : comment se servir des enquêtes quantitatives (Afrobaromètre) ? Enfin, la question des matériaux mobilisés et de leur crédibilité sera posée. Dans des contextes où la fraude électorale est routinière, comment travailler sur des documents électoraux ? Nécessaires pour des enquêtes précises sur la participation électorale, les registres électoraux sont-ils des matériaux fiables ? Comment contourner la suspicion qui entoure ces documents ?

Intervenants :

Adama Ball (IDEES/Université de Rouen) <adama.ball@yahoo.fr>
« *Le Sénégal : une carte électorale à l'épreuve des réformes administratives* »

Fatoumata Coulibaly (Université de Rouen) <coulifatou85@yahoo.fr>
« *La géographie électorale de Bamako : un terrain source d'information «innovante»* »

Juliette Ruaud (Sciences Po Bordeaux) <juliette-ruaud@hotmail.fr>
« *Comment faire une socio-histoire du vote au Sénégal ?* »

Rogers Orock (Department of Culture & Society, Aarhus University, Denmark / Sciences Po)
<rogers.orock@sciencespo.fr>
« *Elites, National Elections and Ethnic Campaign Financing in Cameroon: the October 2011 Presidential Polls* »

Programme détaillé

2 juillet
10h45

SALLE E 105

Alain Kiyindou
Chaire Unesco Technologies et communication pour le développement
Université Bordeaux Montaigne

akiyindou@msha.fr

Pratiques émergentes des TIC nomades en Afrique

De nombreux discours émanant des institutions de coopération internationale mettent en avant les capacités des technologies de l'information et de la communication à améliorer l'éducation et à favoriser le partage des savoirs. L'Afrique est l'un des continents où se déploient les technologies nomades à une vitesse remarquable (le taux de croissance de la téléphonie cellulaire au cours des cinq dernières années sur le continent est estimé par GSMA à 76%). L'inventivité s'exerce dans des domaines jusque-là réservés : Des smartphones (Congo, Elikia) et tablettes (Cameroun) africains voient le jour. Le Kenya se positionne comme leader africain des fabricants d'applications mobiles (Mfarm, M-Pesa...), et d'autres pays suivent le pas (Togo, ArClean ; Cameroun, No Bakchich ; Rwanda, Sarura...). La thématique centrale de cet atelier est celle des pratiques émergentes des TIC nomades, des apprentissages qu'elles impliquent et des transformations économiques et sociales qui en découlent. Ces pratiques peuvent être étudiées sous l'angle des usages particuliers qui émergent dans ce continent, des apprentissages induites par ces technologies. Elles imposent de considérer l'acteur comme un individu évoluant dans un environnement social et professionnel et faisant face à des situations propres. Les stratégies qu'il utilise, les tâches qu'il s'assigne ou qui lui sont imposées, les contenus visés à travers ces tâches, les formes de travail, les échanges associés, constituent le point d'accès à une certaine partie visible de ces pratiques.

Intervenants :

Tourya Gaaaybess (Université Blaise Pascal) <elias6@yahoo.com>
« *L'engagement politique et les usages des TIC nomades en Algérie au moment des élections présidentielles de 2014 : ce qu'en disent les journalistes algériens* »

Jean Chrétien Ekambo (IFASIC Kinshasa) <prof_ek@yahoo.fr >
« *Téléphonie mobile en Afrique : entre jeux visibles et enjeux invisibles* »

Myriam Odile Blin, <africartec@hotmail.fr >
« *Téléphonie mobile et esthétique de la communication chez les jeunes africains* »

Marie-Aude Fouéré (IFRA Nairobi) <mafouere@ifra-nairobi.net> & Éloi Ficquet (EHESS-CEIFR)
<eloi.ficquet@ehess.fr>
« *Greniers numériques et termitières du web : méthodes de collecte et de conservation des données d'internet en contextes africains* »

13h15

PRÉFA 2

Réunion Comité culturel pour ECAS 6, Paris 2015

Programme détaillé

Henri Médard
Université d'Aix-Marseille /IMAF

hv.medard@wanadoo.fr

Héloïse Kiriakou
IMAF / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

kiriakouheloise@gmail.com

2 juillet
10h45

SALLE MAURIAC
(E 010)

Stratégies, cultures et pratiques politiques de l'exil dans les histoires nationales et transnationales africaines

Cet atelier propose d'étudier l'exil inter-africain à caractère politique comme une stratégie spécifique et comme un élément constitutif de la circulation des cultures et pratiques politiques en Afrique dans la longue durée.

Cette question s'inscrit dans la thématique 2/ de l'appel des rencontres « L'Afrique des/en réseaux », en ce qu'elle considère les thèmes de l'exil et des réseaux d'exilés comme une fenêtre d'analyse pour explorer les interconnexions entre les sociétés et les États africains (les réseaux mis en place par les exilés africains à plusieurs échelles -à la fois avec leur pays d'origine, la sous-région et le reste du monde- constituant une base pour la circulation des cultures et pratiques politiques).

Notre approche cherchera à se démarquer des approches qui objectivent les exilés africains comme des victimes passives des conflits. Nous insisterons au contraire sur leur caractère d'acteurs et nous porterons une attention particulière à la question des liens avec le pays d'origine et à celle du retour. C'est souvent en exil, sur les marges, que les innovations cruciales ont été effectuées en Afrique (Kopytoff, *The African Frontier*). Nous élargissons ainsi les définitions communes de l'exil, que l'on limite souvent au résultat d'une condamnation à quitter sa terre (du latin *exsilium*, bannissement).

Enfin nous choisirons de privilégier l'échelle intra-africaine, le choix d'un pays frontalier ayant en réalité souvent été privilégié par les acteurs. Et nous chercherons à mettre en perspective historique ces cultures et pratiques de l'exil intra-africain en montrant que le choix de l'exil s'établit entre autres sur la base d'un héritage politique.

Intervenants :

Héloïse Kiriakou (IMAF / Université Paris I Panthéon-Sorbonne) <kiriakouheloise@gmail.com>
« *L'exil inter-africain comme stratégie politique : le cas des exilés angolais du MPLA à Brazzaville (1963-1975)* »

Mintoogue Joseph Yves (CRPS, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) <mintooguejy@gmail.com >
« *L'UPC en exil et ses réseaux panafricains de solidarité* »

Pauline Bernard (IFRA/CNRS /IMAF) <pauline.bernard2@gmail.com> & Ikram Kidari (IMAF/ Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) <ikram.kidari@hotmail.fr>
« *La résistance en exil des opposants ougandais au régime d'Idi Amin Dada (1971-1979): l'exil comme stratégie et vecteur de la circulation des cultures et pratiques politiques* »

Clémence Pinaud (IMAF/New York University (Shanghai) <clem.pinaud@gmail.com>
« *Les stratégies internationalisées de l'élite féminine pendant la seconde guerre civile du Sud Soudan (1983-2005)* »

PRÉSENTATION D'OUVRAGE

12h30 *À la croisée des transepts. De la montagne à la ville, éloge d'une géographie tropical traversière*, sous la direction de Bernard Charlery de la Masselière et Bernard Calas (Presses univ. du Mirail, Toulouse/Presses universitaires de Bordeaux)

12h45 *La tiers mondialisation de la planète*, de Bernard Conte (Presses universitaires de Bordeaux)

13h00 *La Grande guerre des trafiquants. Le front colonial de l'Occident maghrébin*, de Francesco Corraeal (L'Harmattan)

13h15 *Autoritarisme presse et violence au Cameroun*, de Tcheuyiap Alexie (Karthala)

Salles MABILEAU-MERLE

Programme détaillé

2 juillet
13h45 – 15h15

AMPHITHÉÂTRE ELLUL

TABLE RONDE organisée par Marie-Emmanuelle Pommerolle, IMAF/Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Formation en « études africaines » et métiers de l'Afrique

Cette table-ronde a pour objectif de proposer une réflexion sur l'intérêt et les usages des Masters « études africaines », leur articulation avec des carrières professionnelles diverses, mais aussi sur les rapports entre formation en sciences sociales et pratiques professionnelles sur le continent africain. Elle permettra à des « anciens » de Master (ou DEA) « études africaines », principalement de Bordeaux et l'université Paris 1, de revenir sur leur parcours professionnel, sur les « métiers de l'Afrique », ainsi que sur l'usage qu'ils font des sciences sociales « africanistes » dans leurs pratiques actuelles. Ce sera ainsi l'occasion, plus largement, de faire dialoguer chercheurs, journalistes, humanitaires, diplomates, analystes, développeurs, etc. sur leurs pratiques professionnelles de et en Afrique.

Avec la participation de Justine Brabant (journaliste free-lance), Ivan Crouzel (Institut de recherche et débat sur la gouvernance), Louise Virault (CIEP), Elodie Riche (Ministère des Affaires étrangères et du développement international), Céline Thiriot LAM) et Xavier Audrain (éditions Karthala)

2 juillet
13h45

**Maison des Arts
Univ. Bordeaux Montaigne**

FILM

Voices

De Joachim-Gallaye Landau, 52 mn, accompagné d'un débat animé par Denis-Constant Martin (Lam – Sciences Po Bordeaux) sur Les impacts de la démocratisation du cinéma sud-africain post-apartheid

Ce film fut présenté comme partie intégrante d'une thèse de doctorat en sciences politiques intitulée : « Les impacts de la démocratisation sur un secteur culturel : le cinéma sud-africain post-apartheid », soutenue le 4 juillet 2012 à Sciences-Po Bordeaux. Ce film, fait entendre les voix de personnes qui sont activement impliquées dans la réorganisation de l'industrie cinématographique de l'Afrique du Sud post-apartheid. Elles présentent leurs espoirs, leurs aspirations et évoquent les contraintes dans lesquelles elles doivent travailler: celles qui ont été héritées du passé et celles qui tiennent à la situation nouvelle que connaît le pays. Elles témoignent toutes de la forte volonté de produire un cinéma sud-africain mais différent parfois quant au contenu à donner à cette « sud-africanité ».

Programme détaillé

Marie-Pierre Ballarin
Urmis / Université de Nice

marie-pierre.ballarin@ird.fr

Christine Chivallon
LAM-CNRS

c.chivallon@sciencespobordeaux.fr

2 juillet
13h45

SALLE MONNET
(E109)

Regards comparés sur les esclavages : Amérique Latine, Caraïbes, Afriques

L'étude des effets à long terme de la traite et de l'esclavage a souvent été pensée dans le cadre des relations entre Occident et monde atlantique, sans avoir suffisamment considéré les espaces pourvoyeurs d'esclaves eux-mêmes, notamment africains. En outre, les historiographies de l'esclavage en Afrique révèlent un traitement différent – et souvent cloisonné – dans les espaces de l'océan Atlantique ou de l'océan Indien. Or, des recherches récentes (Médard *et al*, 2013 ; Bellagamba *et al*, 2013 ; Lane *et al*, 2011), montrent qu'un regard attentif à la fois à la diversité des situations locales et aux dynamiques traversant le continent sur la longue durée est en voie de construction. L'objectif de cet atelier est de contribuer à l'impulsion donnée à ce décloisonnement des connaissances autour de l'esclavage en Afrique, et de le nourrir en amorçant un dialogue avec le monde atlantique.

En faisant varier les contextes historiques et géographiques, il s'agira de percevoir les voix des esclaves, des esclavagistes et de leurs descendants au travers de questionnements liés à la culture, au politique et à la mémoire. Dans une perspective comparative, naviguant entre ces deux espaces, le panel interrogera :

- Les différents modes de gouvernance coloniaux face à l'esclavage
- Les formes d'expressions culturelles, artistiques, religieuses qui useraient de références à l'esclavage et leur circulation
- Les revendications identitaires et aux différentes façons dont la mémoire de l'esclavage a été traitée de l'époque des abolitions à nos jours.

Intervenants :

Christine Chivallon (LAM-CNRS)

« *Commandements coloniaux et esclavagistes en face-à-face : le cas de la Jamaïque et de la Martinique, 19^e siècle* »

Marie Pierre Ballarin, (IRD)

« *Être descendant d'esclave aujourd'hui au Kenya : le cas des Freretownians de Mombasa* »

Sébastien Nicolas (LAM – Sciences-Po Bordeaux), <sebastien.nicolas1@yahoo.fr>

« *Dire l'Autre en contexte antillais post-esclavagiste. Le cas de l'affaire Ibo Simon en Guadeloupe* »

Lotte Pelckmans (Leiden University, Department of Humanities), <l.pelckmans@hum.leidenuniv.nl>

« *Politiser la question de l'esclavage en Afrique de l'ouest : les dialogues imaginaires du mouvement MBJEN Mali avec le monde transatlantique.* »

Programme détaillé

2 juillet
13h45

SALLE JEAN MOULIN
(E 002)

Richard Banégas
CERI-Sciences Po

banegas@ceri-sciences-po.org

Florence Brisset-Foucault
Université de Cambridge

florencebrisset@yahoo.fr

Armando Cutolo
Université de Sienne

dinocutolo@gmail.com

Citoyens de la rue: protestation, délibération et formation de l'espace public au Nord et au Sud du Sahara

Cet atelier vise à réfléchir de manière comparée aux formes, aux conditions et aux contenus de la critique et de la protestation dans l'Afrique contemporaine. Il s'intéresse particulièrement aux manières dont différents acteurs investissent l'espace urbain, en s'interrogeant sur les modalités de l'invention, de la transmission et de la circulation internationale de formes d'occupation de la rue. A l'heure où les «luttons des places» fleurissent du Nord du Sahara aux États-Unis en passant par la Turquie, l'Espagne ou l'Ukraine, et où, du Sénégal à l'Ouganda, s'inventent des formes de lutte et de prise de parole dans la rue, cet atelier interroge l'historicité de ces formes d'action et de rassemblement en Afrique, et pose la question du type de sujets politiques qu'elles contribuent à produire. Quelle est la place de ces investissements protestataires et/ou délibératifs de la rue au sein des espaces militants et politiques locaux ou nationaux? Que représentent-ils en termes de positionnement politique et moral dans un contexte donné, que signifient-ils quant à la nature des acteurs et organisations qui y sont impliquées? Qu'est-ce que ces formes d'action et/ou de prise de parole reflètent et permettent en termes de mises en forme sociales et imaginaires de sujets et de communautés politiques? Comment le pouvoir répond-il à l'émergence de ces espaces d'expression et de ces prises de parole? Cet atelier sera également l'occasion de poser la question des cadres conceptuels et méthodologiques dans lesquels appréhender ces phénomènes.

L'atelier donnera lieu à des présentations et analyses comparées de phénomènes divers d'investissement politique de l'espace urbain, des campagnes «Y en a Marre» au Sénégal et «*Walk to Work*» en Ouganda en passant par les marches du Mali, le Balai citoyen du Burkina, les Mercredi rouges du Bénin, les Parlements du peuple, Parlementaires debout et autres Sorbonnes et Agoras de la Côte d'Ivoire à la RDC. Il sera l'occasion de présenter deux ouvrages :

Johanna Siméant (2014), *Contester au Mali. Formes de la mobilisation et de la critique à Bamako*, Paris, Karthala.
<http://www.karthala.com/les-afriques/2826-contester-au-mali-9782811111663.html>

Richard Banégas, Florence Brisset-Foucault et Armando Cutolo (dir.) (2012), «Parlements de la rue. Espaces publics de la parole et citoyenneté en Afrique», *Politique africaine*, 127.
<http://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2012-3.htm>

Avec la participation de Séverine Awenengo, Richard Banégas, Florence Brisset-Foucault, Armando Cutolo et Johanna Siméant.

Programme détaillé

Lydie Cabane
IFRIS, CERMES3

lydie.cabane@sciencespo.fr

Josiane Tantchou
CNRS, LAM

j.tantchou@sciencespobordeaux.fr

2 Juillet
13h45

SALLE BASTIAT
(E 106)

Sciences, techniques, et politiques dans l'Afrique contemporaine

Ce panel se propose de questionner le rôle des sciences et des techniques dans les modes de gouvernement contemporain de l'Afrique. Alors même que la mise en réseau de l'Afrique, les modes de gouvernement néo-libéral, les interventions extérieures en matière de développement, ou les politiques publiques reposent sur des infrastructures techniques, des savoirs et des expertises toujours plus importants, la nature de ces derniers et leurs enjeux politiques ont été jusqu'à présent peu traités. Ce manque peut paraître d'autant plus étonnant que l'historiographie de l'Afrique coloniale a depuis longtemps montré le rôle des techniques et des savants dans l'établissement des régimes impériaux et de la connaissance de l'Afrique. L'ancrage de l'Afrique dans la modernité technique et la science et ses enjeux politiques actuels demeurent à explorer. Importer les études sur les sciences et les techniques dans les études africaines offre qui plus est des perspectives nouvelles pour repenser la production du politique en Afrique à partir des instruments autour desquels s'agrègent des acteurs multiples et des savoirs en circulation, comme cela commence à se faire par exemple sur les questions de santé, de chiffres des politiques économiques ou environnementales. Nous retiendrons deux axes principaux, mais non exclusifs :

- Le premier s'intéressera aux technologies, outils et savoirs qui fondent des formes de gouvernement dans différents domaines : santé, environnement, éducation, agriculture, etc. Il pourra s'agir, par exemple, des systèmes technologiques en réseau destinés à la production de données statistiques qui informent les politiques publiques, les lieux et modes de formation des comités d'experts, l'élaboration de protocole standardisés et diffusés à large échelle pour « guider » les pratiques et les formes d'évaluation, l'émulation actuelle autour du benchmarking. Il pourrait être intéressant de s'interroger sur la façon dont ces diverses techniques outillent l'action politique ou sont porteuses de projets politiques de gouvernement des populations (que l'on songe par exemple aux indicateurs sur la faim).
- Le second questionnera la place des sciences dans la production du politique. Trois questions peuvent être retenues ici : de quelle façon le développement des analyses des sciences et des universités en Afrique soutient et dépend de l'affirmation des États africains ? En quoi les savoirs portés et les promesses de développement qu'ils recèlent se rattachent-ils à des projets politiques, qu'ils émanent des États ou des acteurs internationaux qui préfèrent aujourd'hui bâtir une expertise africaine du développement qu'envoyer des experts extérieurs ? Comment les savoirs agissent en sous-bassement du pouvoir, et d'où émanent ces savoirs ?

Intervenants

Etienne Bourel (CREA, Université Lyon 2) <e_bourel@yahoo.com>
« *Un label panafricain pour l'exploitation forestière gabonaise ?* »

Sonia Languille, <s_languille@soas.ac.uk>
« *Qualité des apprentissages scolaires et technologie de la quantification: le cas de la Tanzanie* »

Moritz Hunsmann (IRIS-EHESS), <moritz.hunsmann@ehess.fr>
« *Sciences et programmes de « santé globale » : vers un nouveau type d'ingénierie sociale ?* »

Mathieu Quet (IRD), <mathieu.quet@gmail.com>
« *Sécurité pharmaceutique, technologies et marché au Kenya* »

Véra Erhenstein (CSI, Ecole des Mines ParisTech), <ehrenstein.vera@gmail.com>
« *Les propriétés gouvernementales de la mesure des forêts La RDC comme cas limite pour penser la lutte contre la déforestation tropicale.* »

Programme détaillé

2 juillet
13h45

SALLE MONNET
(E 105)

Nathalie Carré
INALCO

nathalie.carre@gmail.com

Clélia Coret
Imaf, Paris 1 Panthéon-Sorbonne

clelia.coret@gmail.com

Le rôle des informateurs dans la transmission et la circulation des savoirs (XIX^e-XX^e siècles)

Les informateurs occupent une place capitale dans la collecte et la constitution des savoirs qui se mettent en place avec les contacts entre Afrique et Occident à partir du XIX^e siècle. Au moment de l'exploration du continent, de la conquête coloniale puis de la période coloniale notamment, l'expérience des « compagnons obscurs », comme les a appelé Donald Simpson (1975), est indispensable aux voyageurs, missionnaires, chercheurs de tous horizons : ils guident, négocient, traduisent, transmettent des connaissances.

Pourtant, si les noms de quelques-uns de ces informateurs sont passés à la postérité (Mtoro bin Mwenyi Bakari, Ogotemmel, Amadou Hampate Bâ), leurs parcours et les apports qu'ils ont légués restent encore relativement méconnus, même si de récents ouvrages tendent à les renseigner (voir Ludger Wimmelbucker, 2009)

Ce panel se propose de réfléchir de manière transdisciplinaire à la figure de l'informateur, en croisant notamment les approches historiques et littéraires. Quels échanges de savoirs se mettent en place et selon quelles modalités ? Quelles traces conservons-nous des connaissances échangées, sous quelles formes ont-elles circulées, auprès de quels publics ? Une attention particulière pourra être accordée à la question des traditions littéraires et à l'inscription générique des textes porteurs des savoirs recueillis.

Intervenants

Nathalie Carré (INALCO)

« *Raconter sa vie : écritures de soi, mise en forme et transmission de savoirs en Afrique au XX^e siècle (panel Le rôle des informateurs)* »

Clélia Coret (IMAF, Univ. Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

« *Élites swahili et Allemands dans la production d'un savoir « historique sur le sultanat de Witu (Kenya) à la fin du XIX^e siècle* »

Anne Piriou (FMSH), can.piriou@free.fr»

« *L'informateur comme coproducteur du savoir colonial : la cas de la genèse de «l'Empire du Mogho Naba»(7932) de Dim Delobsom* »

Cécile Van den Avenne (ENS Lyon / ICAR / IMAf) <cecile.vandenavenne@ens-lyon.fr>

« *Qui était Diawé Fofana ? Ou : comment Louis-Gustave Binger a-t-il appris le bambara ?* »

Programme détaillé

Jean-Pierre Chauveau
IRD, UMR GRED, Montpellier

jean-pierre.chauveau@ird.fr

Bernard Tallet
PRODIG / université Paris 1 Panthéon Sorbonne

Bernard.Tallet@univ-paris1.fr

2 Juillet
13h45

SALLE TOCQUEVILLE
(E 102)
[Atelier en 2 sessions]

Politiques foncières en Afrique subsaharienne. La mise en réseau globalisé des États et des sociétés rurales par/dans les programmes d'enregistrement des droits

La formalisation des droits coutumiers est un élément central du dispositif des politiques foncières promues par les gouvernements nationaux et les organisations internationales en Afrique. Toutefois, malgré un consensus apparent sur la nécessité d'adopter une approche « adaptative » et souple en matière d'enregistrement des droits locaux, les programmes d'enregistrement reproduisent souvent les pratiques « substitutives » des approches traditionnelles de formalisation. En outre, le référentiel ambigu des programmes de formalisation, qui visent à promouvoir à la fois la sécurité des détenteurs coutumiers de droits et l'investissement productif et les mécanismes de marché, est confronté à la diversité des situations foncières et à l'inégalité de pouvoir entre les acteurs, encore aggravée par le « retour à la terre » des élites urbaines (« nouveaux acteurs », « opérateurs agricoles » ou « entrepreneurs agricoles »).

Dans ce contexte de grande confusion tant dans les référentiels théoriques que dans les dynamiques foncières sur le terrain, le panel sera l'occasion de confronter :

1/ La manière dont les débats sur les politiques foncières et les thèmes qui lui sont associés dans la gouvernance mondiale du développement durable (défense de la biodiversité, etc.) contribuent à structurer des réseaux qui jouent un grand rôle dans les transferts de politiques publiques (construction sociale des idées, référentiels, institutions et réseaux dans le domaine des politiques foncières et de l'enregistrement des droits coutumiers ; documentation des réseaux contemporains de politique foncière, tant au niveau national des pays africains qu'au niveau interafricain et international, et leur influence sur ces politiques ; aspects méthodologiques et épistémologiques, comme l'utilisation des réseaux à la fois comme outil de recherche et comme outil politique dans le domaine des politiques de gestion des ressources en Afrique) (première séance).

2/ La traduction de ces débats sur le terrain, notamment en termes (à discuter) de spéculation et d'accaparement foncier en Afrique subsaharienne. Les contributions porteront sur des situations contrastées sur ce thème : les zones rurales, particulièrement celles où se concentrent les enjeux du développement agricole dans un contexte de forte croissance démographique (zones humides, pâturages, front pionnier) et les zones de passage du rural à l'urbain dans la grande périphérie des villes, où interagissent directement des acteurs nombreux avec des objectifs très diversifiés (seconde séance).

Intervenants page suivante

Programme détaillé

Intervenants

Jean-Pierre Chauveau (IRD, UMR GRED, Montpellier)

« *Les leçons de l'histoire. Les politiques de formalisation des droits 'coutumiers' en Afrique subsaharienne depuis la période coloniale* »

Jean-Pierre Colin (IRD – GRED, Montpellier), <jean-philippe.colin@ird.fr>

« *La formalisation des transactions foncières en milieu rural africain. Une perspective ivoirienne* »

Christine Raimond (CNRS, PRODIG, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), <christine.raimond@cnrs.fr>

& Aboubakar Moussa (ISS, Université de Maroua / MEADEN (Cameroun), <aboubakmous@yahoo.fr>

« *Dynamiques foncières et décentralisation dans le Nord Cameroun : le rôle des acteurs urbains dans la conception du Plan d'utilisation et de gestion de terre (PUGT) de la commune de Pito* »

Jean-Pierre Jacob (IHEID, Genève), <jacob9002000-site@yahoo.fr>

« *Marchés fonciers, publicité des transactions et actions pilotes. L'état d'application de la loi sur la sécurisation foncière au Burkina Faso* »

Estienne Rodary (IRD, UMR GRED), <estienne.rodary@ird.fr>

« *Au-delà des réseaux : conceptualiser la connectivité dans les politiques de conservation des ressources en Afrique* »

Philippe Lavigne-Delville (IRD, UMR GRED), <Philippe.LavigneDelville@ird.fr>

« *Controverses et réseaux transnationaux de politique publique en compétition. Les politiques foncières rurales au Bénin* »

Laurent Téwendé Ouédraogo (UMR PRODIG, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), <tewoud@hotmail.fr>

« *Statuts fonciers et investissements agricoles : les rapports contrastés entre formalisation des accords fonciers et essor de l'entrepreneuriat agricole dans les provinces du Ziro et de la Sissili* »

Bernard Tallet (UMR PRODIG, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), <btallet@univ-paris1.fr>

« *Dynamiques foncières péri-urbaines et processus d'anticipation. Jeux d'acteurs dans le contexte de l'extension territoriale de Ouagadougou* »

Programme détaillé

Didier Nativel
CESSMA/Paris Diderot

dnativel@club-internet.fr

Odile Goerg
CESSMA/Paris Diderot

o.goerg@free.fr

2 juillet
13h45

SALLE MAURIAC
(E 010)

Circulations culturelles en Afrique subsaharienne (XX^e-XXI^e) : modalités, acteurs et impacts

A partir sur des trajectoires individuelles ou collectives, l'atelier mettra en lumière ce qui a rendu possible de telles circulations, notamment artistiques, musicales, cinématographiques qui s'inscrivent dans des contextes politiques et sociaux. En prenant plusieurs exemples tant sur le continent que dans les îles, il précisera les formes différenciées de réception, de transformation, de redistribution de biens culturels provenant de sources multiples : urbaines, rurales/ occidentales, africaines ou asiatiques. Ces phénomènes complexes ne seront pas envisagés comme de simples transferts rendant compte de manière mécanique de relations culturelles coloniales et postcoloniales dissymétriques. En croisant des interrogations sur la sociologie de ces circulations internes ou transnationales, sur leur contenu (objets, compétences, normes), leurs vecteurs (infrastructures, institutions) et leurs impacts, il s'agira de comprendre comment artistes et spectateurs africains ont constitué des agents majeurs au cœur d'échanges analysables à différentes échelles. Enfin, nous nous demanderons de quelle façon les pouvoirs successifs ont tenté de réguler des processus dynamiques aux effets parfois subversifs.

Intervenants :

J.-L. Martineau (CESSMA/INALCO /Université Paris Diderot/IRD) <paris18jlm@free.fr>
« *Identités, cultures et nouvelles technologies en 1959: la première télévision d'Afrique subsaharienne* »

Aline Pighin (CESSMA/Paris Diderot) <alinepighin@gmail.com>
« *Gutenberg dans la brousse et ses suites. Hypothèses typologiques des lieux de la création artistique dans les Congo coloniaux d'après-guerre.* »

Pauline Monginot (CESSMA/Paris Diderot), <pauline.monginot@gmail.com>
« *Circulations officielles et circulations en creux : quelles trajectoires pour les plasticiens malgaches dans la première moitié du 20^{ème} siècle ?* »

Klara Boyer-Rossol (CESSMA/Paris Diderot), <k.boyer.rossol@gmail.com>
« *De la Grande Ile au continent africain en passant par l'Occident : itinéraires d'un « retour aux origines » à travers la musique Hip-Hop à Madagascar. Années 2000* »

Anna Cuomo (EHESS, IMAF) <anna.cuomo@hotmail.fr>
« *Circuler pour exister : analyse de parcours de rappeurs burkinabè* »

15h15 Pause

Programme détaillé

2 juillet

15h45 – 17h45

AMPHITHÉÂTRE ELLUL

TABLE RONDE organisée par Pierre Boilley, IMAF/Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Médias et recherche : quels liens pour quelles informations ?

Composée de journalistes et de chercheurs en études africaines, cette table ronde propose un dialogue entre sciences et médias autour des Afriques. Comment conjuguer rapidité de l'information et finesse des analyses, éviter stéréotypes et amalgames ? Quelles représentations du passé et du présent du continent, des cultures et des hommes qui le composent ? Quelles positions et quelles implications des chercheurs et des journalistes dans le débat public, particulièrement en périodes de crise ? Quelles responsabilités partagées dans la pédagogie et la vulgarisation auprès du grand nombre des réalités et des dynamiques africaines ? Ces questionnements, entre autres, seront la base du débat entre acteurs de la presse et de la recherche.

Animée par Pierre Boilley, avec la participation de journalistes de Libération, RFI, Sud-Ouest..., et de Jean-Pierre Chrétien (CNS/IMAF/LAM).

2 Juillet

15h45

SALLE TOCQUEVILLE
(E 102)
[2e session]

Jean-Pierre chauveau
IRD, UMR GRED, Montpellier

jean-pierre.chauveau@ird.fr

Bernard Tallet
PRODIG / université Paris 1 Panthéon Sorbonne

Bernard.Tallet@univ-paris1.fr

Politiques foncières en Afrique subsaharienne. La mise en réseau globalisé des États et des sociétés rurales par/dans les programmes d'enregistrement des droits

2 juillet

15h45

Maison des Arts
Univ. Bordeaux Montaigne

FILM

Jikoo, la chose espérée

de par Christophe Leroy & Adrien Camus

Un écrivain africain qui rédige un livre, Matongi-village, se heurte aux aléas de sa vie d'exilé et aux « lieux communs » de son éditeur.

Un film fort sur l'histoire des relations entre la Belgique et la République Démocratique du Congo (RDC), et la place de l'Afrique

Présentation et débat animés par Alain Ricard (CNRS / LAM)

Programme détaillé

Camille Lefebvre
CNRS / IMAF

camillelefebvre@yahoo.fr

Cécile Van den Avenne
ENS de Lyon / ICAR / IMAF

cecile.vandenavenne@ens-lyon.fr

2 juillet
15h45

SALLE E 105

La langue comme archive.

Comment les matériaux linguistiques peuvent-ils être des sources pour l'histoire de l'Afrique sub-saharienne, XVIII^e-XIX^e siècles

La volonté de trouver des sources endogènes pour écrire l'histoire du continent africain est une des lignes de force du champ disciplinaire histoire de l'Afrique depuis les années 1960. Cependant, de façon paradoxale, les sources en langues vernaculaires collectées aux XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles ont été peu utilisées, notamment parce qu'elles ont été le plus souvent produites dans un cadre missionnaire ou colonial. La richesse des matériaux linguistiques recueillis depuis le XVIII^e siècle par des linguistes ou des amateurs, Allemands, Britanniques, Français ou Africains auprès de locuteurs de différentes langues d'Afrique (au Sénégal, en Sierra Leone, dans le Sahel central mais aussi en Angleterre ou au Brésil) plaident pour une réévaluation de ces matériaux. Dûment datés, ils peuvent être considérés comme des archives de ces langues mais également de leurs usages, dans des contextes souvent marqués par des formes complexes de plurilinguisme. Leur fabrication (recueil, transcription, édition) doit être analysée au regard des modalités pratiques de la rencontre entre, d'une part des savants, des amateurs, des militaires ou des soldats européens porteurs selon les époques de différents projets et intentions et, d'autre part, des esclaves, des souverains ou des savants locaux africains porteurs de leurs propres projets et de leurs propres intentions déterminés par d'autres contextes. Ainsi ce panel invite historiens, anthropologues et linguistes à réfléchir aux perspectives ouvertes par l'usage de ces matériaux linguistiques comme sources historiques, mais aussi à réfléchir à leurs modalités de production.

Intervenants :

Cécile Van den Avenne (ENS de Lyon / ICAR / IMAF)

« *Qui tait Diaw Fofana ? Ou : comment Louis-Gustave Binger a-t-il appris le bambara ?* »

Cécile Van den Avenne (ENS de Lyon / ICAR / IMAF)

« *De la description linguistique aux interactions. Une étude de quelques phrases utiles insérées dans le récit de voyage de Mungo Park (1799)* »

Camille Lefebvre (CNRS-Imaf)

« *Paroles gelées. Les sources linguistiques haoussa du 19^e siècle pour faire sens aux pratiques de scarification du Soudan central* »

Nathalie Carré (INALCO) <nathalie.carre@gmail.com>

« *La langue comme archive : le cas des Safari za Wasuaheli publiés par Carl Velten (1901)* »

Aziz Faty (CEPED, Université Paris Descartes, INED, IRD) <azizfaty@yahoo.fr>

« *Les matériaux linguistiques issus de la mise en discours (récits) et des tentatives de formalisation des langues africaines avant et pendant la colonisation* »

Programme détaillé

2 Juillet
15h45

SALLE MONNET
(E 109)

Faranirina Rajaonah
CESSMA/Paris Diderot

faranirina.rajaonah@univ-paris-diderot.fr

Samuel Sanchez
CESSMA/Paris Diderot

samuelfsanchez@gmail.com

Les réseaux connectés du Sud-Ouest de l'océan Indien (XIX^e-XXI^e siècle)

Le Sud-Ouest de l'océan Indien occidental (îles et côte swahilie) a été structuré par des réseaux indianocéaniques pluriséculaires de longue distance qui ont marqué en profondeur ses sociétés et qui sont parfois restés vivaces, malgré l'importance prise par ses relations à des espaces extérieurs à l'océan Indien. En effet, à partir du XIX^e siècle, avec la mondialisation croissante des échanges, la région a vu se constituer et se développer de nouvelles connexions. Ces mutations dans la configuration des réseaux sont liées à différents facteurs, dont l'extension des liens économiques, le développement des migrations et des rapports au sein des empires coloniaux puis entre les États ou encore les circulations culturelles et le foisonnement d'organisations internationales.

Il s'agit de comprendre comment les réseaux de longue distance (globalisés et indianocéaniques) s'articulent avec des réseaux vernaculaires (économiques, sociaux), de tailles variables et aux configurations diverses, insérés dans les espaces urbains ou ruraux. L'analyse, menée à l'échelle locale, approchera au plus près les modes de jonction entre des réseaux, qui redéfinissent en permanence les territoires, les pouvoirs et les identités, valorisant les médiateurs et posant la question des multiples appartenances individuelles.

L'atelier sera pluridisciplinaire : histoire, géographie, anthropologie.

Intervenants :

Samuel F. Sanchez (CESSMA/Université Paris 7 - Paris Diderot)
« *Les réseaux connectés du Sud-Ouest de l'océan Indien (XIX^e-XX^e siècle)* »

Violaine Tisseau (IMAF/IRD) <violaine.tisseau@gmail.com>
« *Le métissage en Imerina : l'entremêlement de réseaux européens et malgaches pendant la période coloniale* »

Angéline Chartier (ADES, CNRS), angeline.chartier@yahoo.fr & Hervé Rakoto-Ramiantsoa (ADESS),
herve.rakoto-ramiantsoa@u-bordeaux3.fr
« *Articuler le rural et l'urbain, un « art de vivre » vital pour les campagnes malgaches* »

Ludovic Gandelot (CESSMA) <ledodu@yahoo.fr> & Nicole Khoury <khouri.n@wanadoo.fr>
« *Gujaratis chiïtes de Madagascar : migrations, insertions et réseaux au 20^e siècle* »

Isabelle Denis (Université Sorbonne Paris-IV) <isabelledenisfr@yahoo.fr>
« *Mayotte : des réseaux du XIX^e siècle à ceux d'aujourd'hui* »

Programme détaillé

Céline Ségalini
LAM/Sciences Po Bordeaux

celine_segalini@hotmail.com

Véronica Gomez-Temesio
Centre Norbert Élias/EHESS

veronica.gomez.temesio@gmail.com

2 juillet
15h45

SALLE BASTIAT
(E 106)

Histoire institutionnelle du dispositif d'aide sénégalais : travailler sur des terrains sans archives ?

Tout chercheur qui travaille sur les politiques publiques en Afrique est amené à interroger l'omniprésence du dispositif d'aide ; or celle-ci est mal documentée. Le problème d'archivage local lié à un déficit d'organisation, le turn-over ou la disparition des mémoires vivantes, mais aussi la rétention d'informations monnayables sur le marché de l'aide et le manque d'intérêt pour ces questions – le monde de l'aide étant le plus souvent préoccupé par des réformes tournées vers l'avenir sans forcément tenir compte des expériences passées – contribuent à brouiller la lecture de cette histoire. Or cette lecture historique permettrait de rendre compte de la transformation de ces sociétés, de l'évolution des relations de dépendance à l'égard du système d'aide international, etc.

Ce panel privilégie volontairement une focale pays et interroge la question de l'histoire du dispositif d'aide au Sénégal. Adopter une perspective nationale permet de s'intéresser aux institutions (organisation bi et multilatérales, ONG, administrations, tous secteurs confondus) qui ont constitué le paysage de l'aide sénégalais, cela pour comprendre leur trajectoire aux différentes échelles (locale, régionale, nationale).

Une première série d'interrogations portera sur la constitution d'une histoire centrée sur les acteurs qui ont participé à la fabrique de cette histoire, en partant ainsi de l'hypothèse qu'une lecture institutionnelle désincarnée risque de verser dans des explications dépolitisées, mais aussi dans une production historique centrée bien plus sur une lecture de l'agenda international que des linéaments historiques nationaux.

Cette microhistoire des institutions de l'aide devra aussi présenter le visage bigarré du dispositif d'aide sénégalais en attachant un regard tout particulier aux ruptures, et aux spécificités des logiques institutionnelles qui alimentent les différentes institutions de ce dispositif (ressources humaines, financières, supports matériels, idéologies politiques, styles d'intervention, etc.). Il est ainsi question de rompre avec une approche téléologique de l'histoire, comme cela est souvent le cas dans le milieu de l'aide, et de montrer le caractère non linéaire de cette histoire.

Cette démarche entend finalement questionner la manière dont les chercheurs sur le terrain interrogent pratiquement cette histoire, quels sont les dispositifs de recherche qu'ils sont amenés à bricoler.

Intervenants :

François Paquement (Chargé de mission Histoire et Relations extérieures, AFD)
« *Les interventions de l'AFD depuis les années 1940 : éléments pour une histoire de l'aide au Sénégal* »

Julie Riegel (PALOC/IRD/MDHN) <julie.riegel-richoux@ird.fr>
« *Les dispositifs de conservation sur le temps long de l'Union mondiale pour la Nature (UICN) au Sénégal : des normes globales de conservation au filtres de compromis socio-politiques* »

Clothilde Hugon (LAM/Sciences Po Bordeaux) <cluhugon@gmail.com> et Séne Mame Fatou (LAM/Sciences Po Bordeaux) <mamefatou.sene@gmail.com>
« *Paradoxes des dispositifs d'aide : le cas de la politique sur l'enseignement arabo-islamique* »

Mahamet Timéra

Programme détaillé

2 Juillet
15h45

SALLE JEAN MOULIN
(E 002)

Vincent Bonnecase
CNRS/LAM

v.bonnecase@sciencespobordeaux.fr

Irène Bono
Université de Turin

irenebono@gmail.com

Boris Samuel
CERI-Sciences Po

brssamuel@hotmail.com

Formaliser l'injustice par les chiffres en Afrique

On a souvent tendance à justifier par des chiffres le sentiment d'injustice exprimé dans une situation politique donnée, qu'il s'agisse du prix du pain, du taux de chômage, de l'index du développement humain ou d'indicateurs macroéconomiques ou démographiques. Or, prix, taux, index et indicateurs, loin d'être des outils neutres de description des sociétés, ont une vie politique propre et peuvent être lus sous l'angle des processus de légitimation du pouvoir et de la domination : leur formation résulte de multiples procédures qui constituent un véritable enjeu de gouvernement tout en alimentant les répertoires populaires du politique. Pour comprendre les significations politiques des chiffres par lesquelles l'injustice est formalisée, il apparaît essentiel d'historiciser, de localiser et de contextualiser leur production. Il apparaît aussi important d'observer en quoi les représentations du réel par les chiffres sont liées à la définition, à la compréhension et à la stabilisation d'un ordre social donné. Cet atelier vise à explorer, à partir de cas concrets, la place des chiffres dans les modes d'exercice de la domination et les modes d'expression de la contestation en Afrique. Seront notamment prises en compte des contributions qui puissent aider à mettre en exergue :

1\ l'expression par des chiffres de ce qui est considéré comme juste et injuste dans une situation politique donnée ;
2\ la fabrication politique des prix, taux, index et indicateurs ;
3\ l'usage de ces derniers dans les répertoires populaires d'expression de la contestation et du mécontentement.

Intervenants

Vincent Bonnecase (CNRS/LAM),

« *Les statistiques des prix comme lien politique ? Politique des prix et contestation contre la vie chère dans l'histoire au Burkina Faso.* »

Irene Bono (Université de Turin), <irenebono@gmail.com>

« *La démographie de l'injustice sociale au Maroc* »

Boris Samuel (SciencesPo, CERI), <borissamuel@hotmail.com>

« *Prix, quantification et exercice du pouvoir en Mauritanie* »

Marc Pilon (IRD, CEPED), <marc.pilon@ird.fr>

« *Différences, disparités, inégalités, inéquités, injustices scolaires en Afrique... Que mesure-t-on réellement ?* »

Programme détaillé

URMIS/Université Paris Diderot
com

mahamet.timera@gmail.

2 juillet
15h45

SALLE MAURIAC
(E 010)

Réseaux et ressources migratoires, frontières sociales, ethniques et politiques

L'objectif de l'atelier est de mettre en perspective des recherches récentes issues de plusieurs champs disciplinaires afin de mieux comprendre comment les représentations et les pratiques de la mobilité instituent des organisations sociales, mettent en jeu les rapports de pouvoir à l'échelle nationale et internationale, et participent aux reconfigurations des identités collectives (ethniques, familiales, nationales) dans les sociétés africaines.

Le renforcement des frontières des pays occidentaux, le transfert du contrôle de ces mêmes frontières à des pays tiers, les mutations rapides des sociétés de départ, transforment les conditions de la mobilité à l'intérieur et hors du continent africain. Aux contraintes que font peser les États et les organismes supra nationaux sur les mobilités, s'opposent les stratégies de contournement construites localement par les migrants. Les parcours migratoires qui oscillent entre des lieux de l'errance, du transit ou de la sédentarité, créent sur le continent des zones « d'attente » qui deviennent des lieux de vie sur certaines routes migratoires.

Cette configuration re-questionne et confronte les identités individuelles et collectives des migrants et des Nationaux, suscite des relations sociales et des interactions plus ou moins informées par les contextes socio-économiques, les héritages en matière de circulations, les cadres et agendas politiques.

L'atelier visera à explorer les effets sur les sociétés africaines de ces mobilités entravées, qui produisent de la stigmatisation ethnique, mais aussi de nouvelles formes de solidarité et de structuration de réseaux (commerçants, religieux, militants...). On s'intéressera à la production de cet espace de « l'entre-deux », aux logiques de catégorisation, aux stratégies d'inclusion sociale qui s'y développent (attente, survie, modification du projet migratoire...). Une attention particulière sera apportée aux acteurs des réseaux formels d'assistance humanitaire et des réseaux informels du passage des frontières (passeurs, foyers, ghetto), mais aussi à l'influence sociale, politique, économique et morale des migrants dans ces espaces et dans leurs sociétés d'origine.

Intervenants :

Mahamet Timéra (URMIS/Université Paris Diderot.)
« Figures de la mobilité, figures de "l'étranger". *L'empire de l'État-nation* »

Harouna Munkaila (Ecole Normale Supérieure, Université Abdou Moumouni, Niamey), <hzada99@yahoo.fr>
« *Les migrations de transit à Agadez : de la ressource au « fardeau humanitaire* » »

Dominique Vidal (URMIS/Université Paris Diderot) <dominique.vidal@univ-paris-diderot.fr>
« *Quand change le cadre migratoire. Les migrants du Mozambique dans le Johannesburg post-apartheid* »

Jocelyne Streiff-Fénart (URMIS/Univ. Paris Diderot/Unice) <Jocelyne.streiff-fenart@unice.fr>
« *Situations post-transit en Mauritanie et au Mali* »

Daouda Gary Tounkara daouda.gary.tounkara@gmail.com
« *Une lecture de la crise malienne par les mobilisations contradictoires des migrants de retour* »
Jérôme Lombard

Programme détaillé

2 juillet
18 h00

auditorium
arc en rêve,
7 rue Ferrère, Bordeaux

TABLE RONDE organisée par Maëline Le Lay (LAM / CNRS) et Dominique Malaquais (IMAF / CNRS)

L'artiste, "éveilleur de consciences" ?

En RDC, nous dit Bogumil Jewsiewicki dans sa conférence inaugurale, l'art contemporain – ou, du moins, le travail de certains artistes à l'œuvre aujourd'hui – fonctionne comme un dispositif de guérison. L'artiste joue le rôle d'« éveilleur de consciences ». Sa démarche est, en cela, autant éthique qu'esthétique. La table ronde proposée se donne pour but d'explorer cette vision de l'art contemporain, en RDC et au-delà, en Afrique plus largement.

Jill Bennett (2005) suggère que l'art offre un moyen non seulement de représenter les expériences traumatiques, mais aussi (et surtout) de provoquer chez le spectateur une réponse émotionnelle permettant de faire face à, voire de dépasser, le traumatisme. Peut-on, dans cette optique, défendre l'idée que l'art, en Afrique aujourd'hui, est le lieu d'un travail vital autour de traumatismes nés de la période coloniale et/ou de régimes instaurés à sa suite ? Faut-il lire dans cette tendance artistique transdisciplinaire qui s'observe en Afrique, une actualisation du paradigme bien connu de l'engagement de l'artiste, indiquant l'entrée dans un nouveau régime d'historicité ? Si c'est effectivement le cas, s'agit-il d'une particularité de la production contemporaine africaine ou doit-on penser cette approche de l'art dans un cadre postcolonial plus élargi ?

Animée par Dominique Malaquais et Maëline Le Lay, avec la participation de Benjamin Brou (Université d'Artois), Bogumil Jewsiewicki (Université de Laval, Canada), Achilleka Komguyen (Univ. de Maroua, Cameroun), Alain Ricard (CNRS, LAM), Emmanuelle Spiesse (LAM / Sciences Po Bordeaux)

2 juillet
19h 30

Galerie arc en rêve,
7 rue Ferrère, Bordeaux

EXPOSITION présentée par Emanuelle Spiesse (IMAF/LAM) et Andrew Esiebo, *Soccer World*

Dans l'exposition *Soccer World*, présentée en partie aujourd'hui à arc en rêve, Andrew s'attache à rendre visible ce que Marc Augé nommerait sans doute les non-lieux du foot africain. De l'absence de stade naît une certaine beauté, celle de nouveaux espaces où se rassemble une jeunesse sans cesse en mouvement. Au moment où se déroule la Coupe du Monde au Brésil, cette série de photographies nous montre à point nommé l'envers d'un décor surmédiatisé. Grâce à ses cadrages exprimant toute une diversité de lieux aussi étonnants qu'inattendus, Andrew nous rappelle que le sport le plus mondialisé est, avant de devenir spectacle, un jeu du quotidien dans un univers quotidien, et force la connexion entre mondialisation et univers local.

Cette exposition est visible gratuitement pendant les Rencontres, sur présentation du sticker apposé sur la 4^e de couverture de ce programme

Programme détaillé

TABLE RONDE organisée par Antoine Kernen (Univ. de Lausanne) et Didier Péclard (Univ. de Bâle/Swisspeace), pour l'ACPA

3 juillet

8h45 - 10h15

AMPHITHÉÂTRE ELLUL

Afrique-Chine. Les nouvelles frontières de l'extraversion

À l'occasion de la publication d'un dossier consacré aux relations économique entre l'Afrique et la Chine (juin 2014, n° 134), la revue *Politique africaine* organise une table ronde en présence du coordinateur du dossier et de trois des auteurs.

L'expression « Chine-Afrique » s'est imposée il y a une quinzaine d'années suite à l'accroissement rapide des investissements chinois en Afrique et à l'explosion de la valeur des échanges commerciaux. Pour expliquer cette évolution rapide, les premiers travaux scientifiques ont souligné le rôle de nouvelles politiques mises en œuvre par le gouvernement chinois. L'explication dominante peut se résumer ainsi : des intérêts stratégiques liés au développement de la Chine ont poussé le gouvernement chinois à promulguer des politiques qui ont conduit à la croissance des investissements et au renforcement de la coopération de la Chine en Afrique. En dépit de leur clarté, ces explications sont insuffisantes pour rendre compte de la diversité acteurs impliqués et de l'impact en Afrique de la multiplication des échanges et des investissements chinois. Loin de l'image d'un État chinois, centralisé, monolithique et tout-puissant dirigeant les manœuvres du capital chinois en l'Afrique tel un général ses divisions, le dossier revient à la fois sur la pluralité des acteurs concernés et sur les stratégies des acteurs africains dans cette nouvelle dynamique d'extraversion.

Animée par Didier Péclard, Université de Bâle / Swisspeace

Avec la participation des auteurs

- Antoine Kernen, Université de Lausanne (antoine.kernen@unil.ch), coordinateur du dossier
- Guive Khan Mohammad, Université de Lausanne (Guive.Khan@unil.ch) : « La révolution des produits chinois en Afrique : consommation de masse et nouvelle culture matérielle »
- Gernot Klantschnig, School of International Studies, University of Nottingham Ningbo China (gernot.klantschnig@nottingham.edu.cn) : "Negotiating Profits and Fakeness: The China-Nigeria Trade in Pharmaceuticals"
- Katy N. Lam, Université de Lausanne (nganting.lam@unil.ch) : « L'inévitable localisation : les entreprises publiques chinoises de la construction au Ghana »

Programme détaillé

3 Juillet
8H45

SALLE TOCQUEVILLE
(E102)

Monique Bertrand
IRD / CESSMA-IRD

monique.bertrand@ird.fr

Regards croisés sur la crise malienne : réseaux, sites et temporalités

Nous proposons de revenir sur les dimensions multiples de la crise ouverte en 2012 par le massacre d'Aguel-hoc et le putsch de militaires, couvant en réalité sous le second mandat présidentiel d'Amadou Toumani Touré. Si la dernière rébellion touareg, depuis 2011, s'articule à des éléments de déstabilisation plus larges dans la sous-région (prospection énergétique, économie de la drogue et de la migration, réseaux islamistes, crise libyenne), ses conséquences ont bien mis en doute le crédit du régime, ses relais auprès des élites régionales, et l'ancrage de la démocratie au Mali.

Les incertitudes militaires et politiques de 2012, puis la reprise des élections à la fin de 2013, interrogent ainsi les fondements historiques d'une crise, de régime et de société, mais aussi les formes nouvelles des entrepreneuriats politiques et sociaux sous la Troisième République. Les dynamiques partisans, entre logiques scissipares, personnalisation et fluidité des appartenances, ont conduit à la recomposition du clientélisme dans la réforme inachevée de la décentralisation. La société civile s'est structurée sous le chapeau d'organisations faitières, et a un impact non négligeable sur les répertoires d'action normalement dédiés à l'État. L'autorité de ce dernier se trouve mise à mal sous un inégal empiement de « partenariats » au développement, et face aux impatiences sociales exprimées en échos des OMD. Ce contexte d'extraversion d'un État finalement fragile, a de fait imposé des rythmes pluriels aux jeux relationnels qui font réseaux politiques ou influent sur les leaderships au Mali.

En mobilisant des champs disciplinaires variés (sciences politiques, géographie, histoire, etc.), il est donc utile de revenir sur des tensions qui se montrent politiques (par-delà les affichages pluralistes et consensuels, elles se manifestent dans une forte abstention électorale et dans la difficile existence d'une opposition parlementaire), territoriales (la refonte communale a laissé en creux le niveau régional d'animation économique, l'intégration du Nord est manquée), institutionnelles (les concurrences réactivées localement montrent l'échec de l'institutionnalisation de l'État) et sociales (montée en puissance d'un islam politique, corruption et mauvaise gestion foncière...). La proposition invite à une vision située de ces contradictions redevables de temps longs et de cycles courts. Suivant le fil thématique des « réseaux », on portera attention à la sensibilité croissante qu'expriment nombre de revendications particulières à des ressources globalisées, amplifiant parfois les influences plus anciennes nées des circulations de migrants.

Intervenants

Monique Bertrand (IRD / CESSMA / INALCO)
« *La crise malienne au prisme des prédateurs : du foncier au politique* »

Charles Grémont (IRD - LPED Marseille), <charles.gremont@gmail.com>
« *Relations d'alliance et d'hostilité au Nord-Mali (1990-2013). Quelles évolutions dans les enjeux et les logiques à l'œuvre ?* »

Stéphanie Lima (Université Champollion Albi, UMR Dynamiques rurales), <stephanie.lima@wanadoo.fr>
« *Crise de la décentralisation et retour des territoires* »

Keita Amadou, keita_amad@yahoo.fr & Kadari Traoré, <traorkadari@yahoo.fr>
« *Faible institutionnalisation de l'État et réseaux sociaux en action au Mali : quelle interférence avec la crise politico-sécuritaire de 2012 à partir des cas de l'armée et de la société civile ?* »

Programme détaillé

Hamidou Dia
IRD, « Éducation et savoirs au Sud » du Ceped

hamidou.dia@ird.fr

3 Juillet
8h45

SALLE BASTIAT
(E 106)

Mobilités des chercheurs et structuration des systèmes éducatifs et scientifiques nationaux et régionaux en Afrique

L'intensification des échanges au niveau mondial se traduit aussi par une mobilité internationale accrue des étudiants, enseignants et chercheurs africains. À la faveur d'une plus grande ouverture des marchés de travail des pays du Nord, des diplômés en provenance du continent sont employés dans les universités et les instituts de recherche occidentaux, alors que d'autres professionnels sont directement recrutés à partir de leurs pays d'origine. À l'intérieur même de l'Afrique, des pôles scientifiques s'affirment progressivement et deviennent de plus en plus attractifs pour les natifs du continent. Ces mouvements à l'extérieur et à l'intérieur de l'Afrique reconfigurent les systèmes de recherche et éducatifs nationaux, voire régionaux. Néanmoins, la question des dynamiques qui en résultent, en particulier en termes de circulation des savoirs et de constructions d'objets et champs scientifiques, reste insuffisamment explorée, en dehors de quelques études parcellaires. Ce projet d'atelier propose d'explorer la géographie des mobilités des chercheurs africains, les disciplines concernées, la constitution de réseaux de recherche transnationaux, la redéfinition des systèmes éducatifs et de recherche, la circulation des savoirs générés au sein des pays ou des sous-régions par les multiples branchements des élites scientifiques africaines ; une comparaison avec d'autres populations de scientifiques ailleurs dans le monde est aussi envisagée.

Intervenants :

Hamidou Dia (IRD, CEPED)

« *Comment les arabophones contribuent à la reconfiguration de la carte universitaire sénégalaise* »

Jean Alain Goudiaby (Université Assane SECK de Ziguinchor), <a.goudiaby@univ-zig.sn>

« *Apprendre au Nord et enseigner au Sud. Du travail d'incorporation des savoirs et d'adaptation aux contextes pour les enseignants sénégalais du supérieur* »

Niandou Touré, <toureniandou@gmail.com>

« *L'influence des chercheurs maliens d'Amérique du Nord dans le domaine des sciences appliquées au Mali* »

Kae Amo (EHEES, IMAf, ANR PUBLISLAM), <kae.amo@ehess.com>

« *Les réseaux des établissements confessionnels d'enseignement et la mobilité transnationale des enseignants / étudiants en Afrique subsaharienne. Le cas du Sénégal* »

Programme détaillé

3 juillet
8h45

SALLE JEAN MOULIN
(E 002)

IRD / PRODIG

Olivier Ninot
CNRS / PRODIG / Univ. Paris 1 Panthéon-Sorbonne

jerome.lombard@ird.fr

olivier.ninot@univ-paris1.fr

Au-delà des grandes infrastructures. Les réseaux discrets de transport et de l'échange en Afrique

La place de l'Afrique dans la mondialisation contemporaine s'est opérée principalement par la construction d'infrastructures lourdes dites corridors de transport, reliant ports et hinterlands. L'efficacité de ce type de réalisation a produit des batteries d'indicateurs et de statistiques, bien utiles pour rendre compte des principaux flux d'économies largement extraverties, mais incapables de traduire la diversité des échanges, des échelles, des acteurs, qui œuvrent le long des corridors ou à côté (Lombard et Ninot, 2012). Or la place de l'Afrique tient aussi à la multitude des circulations assurant l'échange et l'interaction entre les grands flux, qui structurent les économies et les territoires nationaux ou internationaux, et chaque citoyen consommateur ou producteur, en tout point du territoire. Il s'agit des derniers et premiers maillons des chaînes de transports, mais aussi des petits commerçants, de tous ces « liens faibles » dont la force est, selon M. Granovetter (1973), de consolider les réseaux sociaux. Ces liens faibles et/ou discrets constituent de réels marqueurs de l'effectivité de la participation des sociétés aux échanges mondialisés, tout autant que de la diffusion de la mondialisation sur le continent africain. Ils montrent également les liens éventuels entre transport et ce qu'on pourrait nommer développement : par eux, peuvent se mesurer la réalité et les limites de l'équation circuler plus = vivre mieux.

Cet atelier aura une double ambition, méthodologique et théorique. D'une part, il s'agira de qualifier et de mesurer les réseaux d'acteurs de l'échange, que l'on pourrait qualifier de « liens faibles » ou « discrets », en référence aux « espaces discrets de la mondialisation » (Pliez, 2007), et d'apprécier les modalités de leurs interactions avec les grands opérateurs logistiques et commerciaux. D'autre part, il s'agira de questionner les espaces relevant de ces interactions (localités relais, aires irriguées par les grands flux) et de s'interroger sur les concordances, convergences ou divergences entre les territoires de la logistique et de l'échange marchand et les territoires construits et administrés par les Etats ou les unions d'Etats.

Intervenants :

Discutant : Denis Retaillé (Université Bordeaux-Montaigne)

Jérôme Lombard (IRD / PRODIG) & Olivier Ninot (CNRS / PRODIG)
« *Des mobilités aux transports. Regards croisés en Afrique de l'Ouest* »

Nora Mareï (CNRS, Géographie-cités) <marei.nora@gmail.com>
« *Tanger-Med : port africain entre mondialisation et enracinement territorial* »

Foussata Dagnogo (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) & Sihé Néya
(Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) <fouss105@yahoo.fr>
« *Corridor de transport Abidjan-Ouagadougou et circulations commerciales discrètes : acteurs connectés, mobilités et lieux* »

François Guiziou (LETG) <francois.guiziou@univ-nantes.fr>
« *Les réseaux de transport somalis en marge des grands corridors éthiopiens* »

Sandra Fiori (ENSAL - Laboratoire Cresson) <sandra.fiori@club-internet.fr >
« *Au carrefour de Diéma (Mali) - Observations ethnographiques* »

Marc-Eric Gruénais

Programme détaillé

LAM/Université de Bordeaux

Pascal Handschumacher
Sesstim/IRD

marc-eric.gruenais@u-bordeaux.fr

pascal.handschumacher@ird.fr

**3 Juillet
8h45**

**SALLE MONNET
(E 109)**

Frontières et territoires de santé

25 ans nous séparent de la mise en place des districts sanitaires, unité territoriale décentralisée d'action des soins de santé impliquant les communautés. Ces districts sanitaires mobilisent des acteurs dont les agendas ne coïncident pas nécessairement avec une rationalisation des systèmes de soins appuyée par l'expertise internationale. Cette dernière, en soutenant par ailleurs des programmes dits « verticaux » (lutte contre le paludisme, la tuberculose, le VIH/sida, la mortalité maternelle...), favorise une dynamique qui vient croiser, et parfois contrecarrer le paradigme de décentralisation sous-tendant les districts sanitaires. Leurs limites administratives préexistantes n'ont avec les réalités de santé qu'une réalité souvent lointaine. Malades et surtout maladies s'embarrassent peu ou pas de territoires de santé ainsi constitués par les administrations nationales, d'autant moins que les dynamiques des pathologies requièrent parfois un contrôle qui dépasse les frontières internes et externes des États. Espaces des maladies et des malades et territoires de santé de santé s'entrecroisent donc dans des dynamiques parfois contradictoires. Or tous les acteurs susceptibles d'intervenir localement dans la « rationalisation » de l'offre de santé étant loin de parler d'une seule voix, les NTIC peuvent-ils alors contribuer à une meilleure coordination des systèmes de santé locaux ? Comment s'articulent les logiques des districts avec l'évolution des normes de soins édictées en d'autres lieux et des besoins qui s'embarrassent peu des frontières ?

Ce panel rassemblera spécialistes en sciences sociales et santé publique et illustrera les multiples dimensions couvertes par la question de l'adéquation de la planification sanitaire aux dynamiques locales, elles-mêmes inscrites dans des mondes sociaux globalisés.

Intervenants :

Dr. André Koné (PhD. Géographie de la santé, Spécialiste Géomatique et Santé) <hakilisso@hotmail.com >
« *Planification sanitaire, réalités des pratiques des acteurs et utilisateurs de l'offre de santé: Processus de construction des territoires sanitaires en Afrique (Cas du Burkina Faso)* »

Cédric Lévêque (Université de Bordeaux, LAM) <cedric.leveque1984@aliceadsl.fr>
« *Frontières et moustiquaires* »

Fred Eboko (IRD) <fred.eboko@ird.fr >
« *La décentralisation de l'accès au traitement du VIH/sida au Cameroun. Entre déconcentration, dévolution et dépolitisation d'une stratégie globale* »

Pierre Drevet (ADESS-CNRS, Université Bordeaux Montaigne, Université de Bordeaux)
<pierredrevet@hotmail.com>
« *L'Est-Cameroun, une région vulnérable* »

Isabelle Gobatto (Université de Bordeaux, Laboratoire ADESS CNRS), <isabelle.gobatto@u-bordeaux.fr >
« *Le travail médical et ses frontières. Quelques éléments de réflexion à partir de la prise en charge des maladies chroniques en Afrique de l'Ouest.* »

Elizabeth Vignati

Programme détaillé

3 Juillet

8h45

**SALLE MAURIAC
(E 010)**

Marie Brossier
Département de science politique, Université Laval, Canada
CERAPS

marie.brossier@pol.ulaval.ca

Mathilde Debain
IMAF / CESSP, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

mathildedebain@yahoo.fr

Une affaire de famille ? Parents (ou parenté) et politique en Afrique contemporaine

Alors que l'anthropologie dynamique et les approches de la segmentarité (Salhins, Balandier) démontraient la nécessité de penser ensemble famille et politique, on constate que, depuis, ces deux entités ont été travaillées séparément. On a d'un côté des travaux qui s'intéressent à la parenté et à la famille sous l'angle de l'anthropologie, l'histoire, la démographie ; et de l'autre, des études qui portent sur la nature autoritaire des régimes politiques et sur les processus de démocratisation. Si certaines recherches récentes se sont à nouveau intéressées à la formation d'un ordre politique articulé autour de la parenté et du factionnalisme (Dahou) et aux phénomènes de co-production de la famille et du politique (Brossier), la famille en Afrique comme objet de recherche politique n'est paradoxalement que très peu travaillée malgré l'apparition de « dynasties républicaines » (RDC, Togo, Gabon, Kenya). En quoi la famille constitue-t-elle un modèle d'organisation sociale présenté comme légitime par les leaders politiques ? Comment se constitue l'homologie entre clan politique et familial ? La distribution des positions de pouvoir au sein de l'État et du parti s'opère-t-elle sur un mode familial ? Quel rôle l'expérience coloniale joue-t-elle sur les formes de personnalisation et de patrimonialisation du politique ? Comment les rapports sociaux de genre influencent-ils les modalités d'organisation familiale du politique ? Quels sont les arrangements institutionnels et constitutionnels mis en place pour légaliser cette production du politique par le familial ? L'objet famille, comme registre de légitimation et comme matrice d'organisation permet de révéler l'enchevêtrement de différents espaces sociaux, des ressources et capitaux mobilisés ainsi que la fluidité des trajectoires des acteurs, de leurs pratiques et de leurs représentations. Penser la co-production de la famille et du politique semble nous autoriser à transcender des catégories d'analyse trop figées. Ce panel propose de développer un regard transdisciplinaire aussi bien sur l'Afrique subsaharienne que l'Afrique du Nord.

Intervenants

Anais Angelo (Département d'Histoire, Institut Universitaire Européen, Florence) <anais.angelo@eui.eu>
« *Jomo Kenyatta, la famille et l'Etat: une généalogie historique commune ?* »

Halirou Abdouraman (Département d'Histoire/Université de Ngaoundéré), <abdouramanhalirou@yahoo.fr>
« *Des frontières intangibles : Faire de la politique au Nord-Cameroun est une affaire de famille, de familles nobles (1916 – 2014)* »

Delphine Manetta (CANTHEL, Université Paris 5), <delphinemanetta@hotmail.fr>
« *Portraits d'élus burkinabés. Dynamiques de la parenté et symbolique de l'appareil politique.* »

Lamine Savane (CEPEL, Université de Montpellier 1), <lamine.savane@yahoo.fr>
« *L'ascendance familiale valorisée en politique : le cas des élites parlementaires maliennes* »

Anouk Batard (LaSSP, IEP de Toulouse), <nanoukywood@gmail.com>
« *Ethnographie de l'élection du Président de la Directors Guild of Nigeria de 2011* »

Programme détaillé

LAM/CNRS/Sciences Po Bordeaux

e.vignati@sciencespobordeaux.fr

Chloé Josse-Durand
LAM/Sciences Po Bordeaux

chloe.jossedurand@gmail.com

3 juillet
8h45

SALLE E 105

Enjeux et acteurs des politiques patrimoniales en Afrique de l'Est

Le patrimoine s'impose aujourd'hui, en Afrique, comme un levier de développement économique national. La labellisation de ce qui est objet de patrimoine – ou de ce qui ne l'est pas – passe par le soutien des institutions internationales et la mise en place de programmes spécifiques, comme ceux assurés par l'Unesco, l'Icomos, Africom... L'East African Community, tente de devenir un espace homogène qui connaît depuis quelques années une croissance à deux chiffres dans le secteur touristique. Ses dirigeants mettent en place des politiques actives afin de maintenir ce dynamisme et de diversifier l'offre patrimoniale. Bien que le patrimoine bâti reste encore peu valorisé, sa mise en patrimoine ou – patrimonialisation – est cependant de plus en plus envisagée par les institutions et les gouvernements comme un processus social négocié entre les différents acteurs (populations locales, société civile...). De fait, les bâtiments patrimoniaux, ainsi que les pratiques et les représentations qui leur sont associées, permettent de s'interroger sur les interactions entre individus, communautés et groupes d'intérêt au regard des histoires nationales et régionales.

Intimement liée à des enjeux identitaires, la patrimonialisation permet également de s'interroger sur le patrimoine dans ses rapports à des logiques politiques : patrimonialiser un lieu, un bâtiment peut être, dans certains cas, un moyen d'afficher une cohésion nationale et de dépasser certains clivages.

De récents travaux ont démontré la nécessité de comparer les pratiques patrimoniales entre pays et continents afin de mieux faire ressortir les enjeux qui les sous-tendent, qu'ils soient d'ordre identitaire, économique, social ou politique. Ce panel souhaite interroger les logiques patrimoniales est-africaines dans un monde multipolaire locales, nationales ou internationales, afin d'identifier le rôle des différents acteurs impliqués, et les représentations qui les accompagnent, dans ces pratiques contemporaines de patrimonialisation.

Intervenants :

Modératrice : Marie-Aude Fouéré (IFRA/LAM)

Elizabeth Vignati
LAM/CNRS/Sciences Po Bordeaux
« L'invisibilité du patrimoine urbain colonial à Kampala »

Chloé Josse-Durand (LAM/Sciences Po Bordeaux)
« Le « temps des musées » : bâtir les mémoires locales, donner corps au récit national. L'hybridation de l'institution muséale au prisme des appropriations contemporaines du passé au Kenya et en Éthiopie »

Peter Makachia (Technical University of Kenya, Nairobi) <pamakachia@gmail.com>
« Valorisation of heritage in colonial urban housing neighbourhoods – participative strategies in conservation for Eastlands' zone, Nairobi »

Programme détaillé

3 Juillet

10h45

**SALLE MAURIAC
(E 010)**

Anne Doquet, anthropologue
Chargée de recherche à l'IRD (IMAF)

annedoquet@yahoo.fr

Anne Attané, anthropologue
Chargée de recherche en anthropologie (LPED)

anne.attane@ird.fr

Relations de genre et nouvelles conjugalités en Afrique de l'Ouest

Les échanges matrimoniaux constituent un champ classique des recherches anthropologiques menées depuis plus d'un siècle sur le continent africain. Aujourd'hui, les formes de mariage dites arrangées - sans disparaître totalement - ne sont plus les formes quantitativement et socialement dominantes d'entrée en union des femmes comme des hommes urbains et ruraux ouest-africains. La coexistence de multiples formes d'entrée en union, la diversité des cérémoniels qu'il est possible d'additionner pour sceller l'union, la possibilité de l'union libre dans certains pays, l'existence de nouvelles formes d'unions polygamiques, l'amplification des contraintes économiques due à l'augmentation rapide de la monétarisation sont autant d'éléments qui conduisent à une reconfiguration majeure des modes d'entrées en union, des formes de conjugalité mais aussi qui témoignent tout en les produisant de changements majeurs des relations de genre au sein du couple.

Parallèlement, les familles de chacun des conjoints ou futurs conjoints ne sont pas toujours prêts à laisser les nouveaux couples libres de leur choix d'union mais aussi de la gestion de l'économie du foyer. Les tensions qui résultent de ces mutations occupent les acteurs - hommes et femmes - qui commentent sans cesse les difficultés conjugales, les rôles respectifs attendus des hommes comme des femmes au sein des couples et la place des familles des conjoints dans la vie quotidienne du couple. De telles mutations sont porteuses d'enjeux majeurs, particulièrement dans les phases qui précèdent l'entrée en union.

À travers de multiples exemples ethnographiques ouest-africains, cet atelier se propose d'amorcer une réflexion sur les mutations des relations de genre au sein du couple. Ces changements seront étudiés tant au prisme des stratégies de mise en union que dans les pratiques matrimoniales effectives comme des objets qui donnent à voir de manière spécifique les enjeux autour de la sexualité, des risques de procréation et situations considérées comme déviantes.

Intervenants :

Anne Doquet, anthropologue (IRD / IMAF)

« *Un célibat durable : expériences conjugales des jeunes filles maliennes en période pré-maritale* »

Anne Attané (LPED)

« *Pluralité des formes conjugales en milieux urbains ouest-africains, les exemples de Ouagadougou, Lomé et Cotonou* »

Yada Kassogue, (EHESS / IMAF), <yadakassogue@yahoo.fr>

« *Les nouvelles modalités de la vie conjugale au retour de migration des jeunes filles dogons.* »

Ramatou Ouédraogo, <oramatou@yahoo.fr>

« *Jeux amoureux et parentalité dans le recours à l'avortement chez les jeunes à Ouagadougou* »

Programme détaillé

Agnès Lainé
IMAF

agnes.laine@gmail.com

Doris Bonnet
CEPED/Univ. Paris Descartes

Doris.bonnet@ird.fr

Véronique Duchesne
CEPED/Univ Paris Descartes

veronique.duchesne@ceped.org

3 juillet
10h45

SALLE BASTIAT (E 106)

Innovations, circulations et transnationalité dans le champ de la santé

Cet atelier propose d'étudier les processus de la transnationalité de la santé dans les mondes africains. Au-delà de la description des circulations d'outils, de savoirs, de pratiques, de produits de santé et des mobilités de personnes en quête de soins, les interventions s'intéressent aux modalités par lesquelles ces circulations s'établissent, se développent et opèrent. Il s'agit d'étudier des réseaux (personnels, associatifs, politiques, marchands, professionnels, confessionnels, diasporiques, internet) ou des organisations (ONG, Fondations, institutions, gouvernements) et leurs interrelations en Afrique et avec l'Afrique, en se questionnant sur les dimensions (locale, internationale, mondiale, globale) des processus étudiés, ainsi que sur leurs enjeux et leurs effets à ces différentes échelles. Que produisent ces circulations transnationales, en termes de reproduction ou d'innovation, d'émancipation ou de subordination, de reconfigurations du pouvoir d'agir ? Si les chercheuses réunies dans cet atelier s'intéressent aux innovations technologiques (ingénierie de la reproduction, biotechnologies, imagerie, média, ...), aux pratiques et aux idées qui leur sont associées, elles questionnent aussi les catégories de médecine et d'acteurs. Jusqu'à quel point ces innovations ou ces reconfigurations doivent-elles être explorées à l'aune des différences de contextes socioéconomiques qui caractérisent les sociétés ainsi interconnectées ?

Intervenants :

Agnès Lainé (IMAF)

« L'intérêt des malades : des fédérations associatives aux réseaux professionnels internationaux »

Doris Bonnet (CEPED/Univ. Paris Descartes)

« Transmettre des connaissances professionnelles dans le secteur privé de la santé en Afrique : le cas de la Procréation médicalement assistée »

Véronique Duchesne (CEPED/Univ. Paris Descartes) <veronique.duchesne@ceped.org>

« Usages des média par de nouveaux entrepreneurs de la guérison »

Sandra Fancello (IMAF) <sandra.fancello@mnsh.univ-ax.fr>

« Nouveaux acteurs et circulations des malades dans le champ religieux de la guérison »

Programme détaillé

3 juillet
10h45

SALLE MONNET
(E 109)

Abdel Benchenna
Université Paris 13

abdel.benchenna@orange.fr

Annie Chéneau-Loquay
LAM / CNRS

a.cheneau.loquay@sciencespobordeaux.fr

TIC et migrations africaines

Cet atelier propose de réunir des contributions centrées sur la problématique « TIC et migrations africaines » autour de trois axes :

1/ Les usages des TIC par les Africains en Afrique et les Africains du monde. Comment les TIC sont-ils mobilisées par les Africains dans le cadre d'un projet migratoire ? Quels usages en font-ils en situation d'émigration-immigration ? Qu'en est-il des jeunes issus de ces immigrations ? Dans quelle mesure les TIC permettent au migrant africain de garder les liens avec son pays d'origine ?

2/ L'économie générée par et autour des portails, de la téléphonie, etc. Les sites d'informations sur Internet, à destination des Africains en situation d'émigration, se sont multipliés depuis le début des années deux-milles. Certains de ces dispositifs se sont transformés en de véritables entreprises parfois pluri-média. L'objectif de cet axe est de porter une attention aux modèles économiques de ces dispositifs ; d'interroger les enjeux organisationnels qui régissent les structures et les acteurs qui les contrôlent et de questionner les rapports entretenus avec les pouvoirs politiques dans le pays d'accueil ou le pays d'origine.

3/ Mobilisation des TIC par les pouvoirs politiques africains à destination des migrants africains. Comment les pouvoirs politiques dans les pays africains mobilisent les TIC à destination de leur ressortissants au travers le monde et pour quelles fins ?

Intervenants

Abdel Benchenna (Université Paris 13)

« De la mobilisation identitaire à l'entreprise lucrative, Le cas du site web *yabiladi.com* »

Claire Scopsi (CNAM, Paris)

« Le numérique peut-il briser l'exil administratif des migrants illégaux ? »

Karima Aoudia (Université du Québec, Montréal), <karima_aoudia@hotmail.com>

« Nouvelles technologies de communication et transformations des pratiques médiatiques des populations issues de l'immigration maghrébine »

Thomas Guignard (Université Paris 13 – MSH Paris Nord), <thomas.guignard@univ-paris13.fr>

« L'Internet des sud-africains : médias, TIC et migration »

3 juillet
10h45

MAISON DES ARTS
UNIVERSITÉ BORDEAUX
MONTAIGNE

Gangster Project

Film de fiction/documentaire de Teboho Edkins, 2011, 55 minutes, filmé au Cap, Afrique du Sud

Au Cap, en Afrique du Sud, une des sociétés les plus violentes et inégalitaires au monde, un jeune blanc étudiant le cinéma part sur les routes avec son cameraman, quittant le confort de son quartier sécurisé. Il veut réaliser un film de gangsters avec de vrais voyous. Après avoir longuement cherché un personnage digne de ce nom, il trouve le gang parfait et le suit au quotidien adoptant le même rythme de vie. Cependant, la réalité les rattrape rapidement. La vie oppressante de gangster ne correspond pas vraiment à ce que l'on aurait imaginé. Vingt ans après la première élection démocratique, l'Afrique du Sud reste une société profondément divisée, une société dans laquelle le dialogue et la compréhension semblent impossibles, hors d'atteinte. Entre fiction et réalité, ce film fait éclater les vérités, la fiction n'est plus fiction et cette distinction n'a plus d'importance.

Programme détaillé

Isaline Bergamaschi
Sciences-Po / Universidad de los Andes, Bogota

i.bergamaschi@uniandes.edu.co

3 juillet
10h45

AMPHITHÉÂTRE ELLUL

Mali : Crise(s) et recompositions

La crise et ses multiples manifestations ont révélé les faiblesses de l'État malien et les limites du processus formel de démocratisation entamé depuis 1992 et sanctionné par les élections (auxquelles les Maliens participaient peu), tout comme les échecs de la gestion des relations de l'État central avec le Nord du pays depuis l'indépendance. La corruption des élites, et plus largement la « criminalisation de l'État », ont ainsi été dénoncées, tout comme les effets pervers du « consensus » politique mis en place sous la présidence d'ATT, dont les partis et la classe politique sont sortis largement discrédités. Cela explique probablement pourquoi le putsch a d'abord suscité un certain écho populaire, et a parfois été considéré comme une fenêtre d'opportunité pour un changement radical. Les divisions au sein de l'armée et ses faiblesses opérationnelles ont cependant rapidement eu raison de cet enthousiasme initial. Dans ce contexte, les élections à venir posent la question du renouvellement – ou non – de la classe politique et de ses pratiques.

L'implication des acteurs internationaux est un autre trait marquant de la période actuelle. Si les putschistes ont mobilisé des arguments nationalistes et souverainistes jusqu'à janvier 2013, la gestion du conflit a de fait été largement internationalisée avec la médiation et les pressions exercées par la CEDEAO dans un premier temps, puis l'intervention de la France et de l'ONU dans un second temps. Par ailleurs, l'occupation par des groupes islamistes des trois régions du Nord a également constitué un révélateur. Ces groupes portaient la promesse d'une purification morale de la société et d'une justice pour tous, aspirations qui se sont rapidement trouvées en porte-à-faux avec la brutalité de leurs méthodes. Mais au-delà de l'instauration de la Charia au Nord, le rôle de relais des frustrations sociales joué par les religieux dans l'ensemble du pays a également interrogé le modèle de « laïcité » de l'État malien.

L'atelier entend dépasser le strict temps de la crise et interroger tant ses dynamiques causales en amont, que les recompositions dont elle a été porteuse en aval. Il abordera les thèmes suivants :

i) La recomposition – ou non - du paysage politique et du système partisan (au niveau local et national). L'intérêt porte autant sur les élections que l'émergence de nouvelles figures dans la classe politique, la sphère sociale ou religieuse ou encore l'adaptation et la participation au jeu politique des anciens partis politiques (campagne électorale, mobilisation, résultats électoraux, alliances), en particulier l'URD. ii) Les formes de la contestation et de la justice populaire, à travers l'étude des mouvements pro-putsch et anti-intervention française. iii) Les anxiétés morales et recomposition des rapports de genre, à partir d'une analyse de la « prostitution » à Bamako. iv) L'internationalisation de la gestion de la crise. Il s'agit de tracer la transformation de l'intervention internationale dans le pays – du développement et la lutte contre la pauvreté vers un complexe militaro-humanitaire – et ses modes de légitimation.

Intervenants

Modératrice : Johanna Siméant

Isaline Bergamaschi

« L'intervention internationale au Mali: Transformation, légitimité, extraversion »

David Vigneron, (IDEES, Université de Rouen), <david.vigneron@gmx.fr>

« Le vote des réfugiés maliens. Des réseaux citoyens ou clientélistes ? »

Julie Castro (Iris, EHESS), <juliecastro00@gmail.com>

« "Les angoisses de ce temps". Dynamiques de remoralisation de la sphère publique dans le Mali d'avant crise »

Julien Gavelle, (EHESS) <gavelle@gmail.com>

« Le "revers" et ses variantes : un jeu en miroir de l'entrisme malien pendant et après la crise »

Laure Traoré (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CESSP), traorelaure@gmail.com

« Faire campagne. Les formes de la mobilisation électorale lors des élections présidentielles de 2013 à Bamako »

Programme détaillé

3 juillet
10h45

SALLE JEAN MOULIN
(E 002)

Luc Ngwé
RIAM-FMSH

Ingwe2002@yahoo.fr

Abel Kouvouama
ITEM-RIAM / UPPA
Boubacar NIANE (GIRES-RIAM*)

abel.kouvouama@univ-pau.fr

Groupe Interdisciplinaire de Recherche sur l'Éducation et les Savoirs UCAD / FASTEF
Fondation Maison des Sciences de l'Homme

Étudiants et élites africains formés dans les pays de l'ex-bloc soviétique : Quelle contribution à la construction des États ?

A la veille des décolonisations et surtout au lendemain des indépendances, des élites et des étudiants africains sont allés nombreux se former dans les pays de l'Ex-bloc soviétique. Des Chercheurs et des témoins s'intéressent à l'histoire de ces étudiants et élites partis se former, non pas dans l'ancien pays colonisateur, comme cela était souvent le cas, mais dans un autre pays, particulièrement ceux de l'ex-bloc de l'Est avec lesquels leurs États d'origine entretenaient ou non des relations diverses.

Ces étudiants et élites sont arrivés par différents canaux (partis politiques, syndicats, États, etc.). Ils ont également connu des parcours ainsi que des trajectoires différenciés en termes de circulation, professionnel et politique. Enfin, les retraductions des formations et des expériences se sont faites différemment une fois de retour au pays. Ces situations soulèvent différentes questions : Comment y sont-ils arrivés ? Quel a été leur devenir professionnel et politique ? Quelle a été leur contribution à la construction des États respectifs ?

Le présent panel qu'organisent le RIAM-FMSH, le Laboratoire ITEM-UPPA, le GIRES-UCAD ambitionne, dans une démarche comparatiste, de réfléchir sur la formation, la circulation et la reconversion de ces étudiants et élites.

En privilégiant deux grands repères dans le processus (l'avant – l'après retour), ce panel qui entend regrouper les chercheurs et les témoins (anciens étudiants) réfléchira sur le départ (le choix du pays et les modalités) et le retour (circulation, reconnaissance de la formation et du diplôme, reconversion, engagement).

*Le Réseau Interdisciplinaire Afrique-Monde (RIAM) est la continuité du Réseau International des Acteurs Émergents (RIAE)

Intervenants :

Luc Ngwé (RIAM/ARES) <Ingwe2002@yahoo.fr>

« *Les élites camerounaises formées à l'Est dans la construction de l'État au Cameroun* »

Abel Kouvouama (Université de Pau et des Pays de l'Adour (ITEM-RIAM)), <abel.kouvouama@univ-pau.fr>

« *Les étudiants congolais formés en RDA et en URSS : analyse comparée de deux parcours* »

Elieth Eyebiyi (LHME/UAC/Lasdel (Benin) & RIAM), <eelieth@yahoo.fr>

« *Construire l'État postcolonial avec des cadres rouges. Les cadres béninois formés en Union soviétique, l'administration publique et la Politique* »

Lucette Labache et Laurent Medea (RIAM), <llabache@free.fr>

« *La capitalisation des acquis chez les Réunionnais formés dans l'ancien bloc de l'est* »

Michèle Leclerc-Olive (RIAM/IRIS/CNRS/EHESS) <mleclerc@ehess.fr>

« *Élites subsahariennes et maghrébines : entre Perestroïka et Plan d'Ajustement Structurel* »

Programme détaillé

Mélanie Bourlet
INALCO/LLACAN-CNRS

melanieb6@yahoo.com

Xavier Garnier
Paris 3/Écritures de la modernité

xavier.garnier@wanadoo.fr

3 juillet
10h45

SALLE E 105

Penser les littératures africaines en réseaux

Cet atelier se propose d'interroger la pertinence de la notion de « réseau » pour l'étude des littératures africaines, orales et écrites, dans les langues du continent, et d'en esquisser quelques-uns des enjeux critiques. Le tournant transnational des études littéraires et l'avènement de la critique postcoloniale dans les années 1970 ont permis d'attirer l'attention sur des littératures discrètes en contexte de mondialisation, notamment sur les littératures des minorités. Cependant l'interprétation de ces phénomènes littéraires se heurte aux limites théoriques d'un schéma d'analyse binaire (centre/périphérie), situation par ailleurs bien connue. C'est pourtant du côté des anthropologues et des sociologues que la réflexion théorique sur la mobilité comme forme de continuité du lien social est la plus avancée, en plaçant désormais le mouvement et les réseaux au cœur des analyses. Les propositions géo-philosophiques de Gilles Deleuze et Félix Guattari bénéficient ainsi d'un éclairage nouveau, en particulier pour les littératures des minorités. À plusieurs égards, ces dernières sont d'une actualité brûlante, recoupant les interrogations soulevées par les théoriciens postcoloniaux à propos du local dans un monde déterritorialisé. Dans quelle mesure cette perspective permet d'appréhender les littératures africaines autrement que comme des curiosités sociologiques, mais au contraire comme emblématiques d'une condition de la littérature tirant sa force de sa connectivité ? Quel rapport avec le social ? Quelles en sont les implications méthodologiques ?

Intervenants

Nathalie Carré (INALCO) <nathalie.carre@gmail.com>

« *Circulation des textes en Afrique de l'Est entre espace anglophone et swahiliphone* »

Marie Lorin (INALCO - LLACAN)/ Université Cheikh Anta Diop de Dakar, <liromas@gmail.com>

« *Du réseau fluvial au réseau poétique : circulation des pêcheurs et de leur poésie sur le fleuve Sénégal.* »

Claire Ducourneau, (CESSP - EHESS Paris), <clairduc@hotmail.com>

« *Des réseaux littéraires africains ? Le rôle des relations sociales locales et transnationales dans la carrière des auteurs reconnus issus d'Afrique subsaharienne francophone.* »

Ruth Bush (University of Westminster), <r.bush@westminster.ac.uk>

« *Les réseaux du conte écrit dans la presse féminine sénégalaise: le cas d'Awa* »

Programme détaillé

3 juillet
10h45

SALLE TOCQUEVILLE
(E102)

Hubert Bonin
Science Po Bordeaux
www.hubertbonin.com

h.bonin@sciencespobordeauxfr

Des réseaux d'affaires euro-africains : de l'histoire au temps présent

Il s'agit d'apporter une contribution aux réflexions d'histoire économique et d'économie en mêlant une approche « professorale » senior (français et africaine) et le fruit de recherches de docteurs juniors.

Les diverses contributions scruteront la maturation de certains réseaux d'affaires dans les années 1940-1960, qui ont relié la France et d'autres territoires européens à l'Afrique, maghrébine, subsaharienne ou orientale. Elles analyseront également le démontage, les mutations, la diversification, l'adaptation et le renouvellement de ces réseaux d'affaires après l'indépendance, au sein de l'Afrique elle-même ou entre l'Afrique et d'autres continents. Cet atelier réunira notamment le professeur Bonin et deux docteurs juniors.

Intervenants

Hubert Bonin
« *La mondialisation tue-t-elle la Françafrique économique ?* »

Catherine Sombé (GREThA), <sombecatherine@gmail.com>
« *L'émergence d'une filière bananière au Cameroun de part et d'autre de l'indépendance* »

Karim Tandjigora <aktandjigora@gmail.com>
« *Les programmes de développement économique et social du Sénégal contemporain face au défi des inégalités territoriales* »

3 juillet

SALLES
MABILEAU-MERLE

Présentation d'ouvrage

12h30 *Chasseurs mandingues. Violence pouvoir et religion en Afrique*, de Kedzierska-Manzon Agnieszka (Karthala)

12h45 *Contester au Mali Forme de la mobilisation et de la critique Bamako*, de Johanna Simeant (Karthala)

13h00 *Le métier des armes au Tchad*, de Marielle Debos (Karthala)

Programme détaillé

Chrystelle Grenier-Torres
LAM, Sciences Po Bordeaux

c.grenier.torres@free.fr

3 juillet
13h45

SALLE MAURIAC
(E 010)

Afrique/Amérique du Sud : Connexions et regards sur les droits reproductifs et sexuels

La question des droits reproductifs et sexuels dans un monde en pleine mouvance où les modèles et les référents concernant le corps des femmes et des hommes se rencontrent, se conjuguent, s'opposent et s'affrontent se pose. La circulation et la confrontation de modèles via de multiples réseaux entre différentes aires du Sud comme l'Amérique du Sud et l'Afrique révèlent un rapport au corps en termes de droits sexuels et reproductifs différents sur certains points et semblables sur d'autres. Par un jeu de miroir, dans une perspective comparatiste entre différents pays, cela met en exergue les spécificités de chacune de ces aires géographiques et culturelles mais aussi les mélanges de culture qui donnent à voir des constructions hybrides instaurant de l'innovation dans le rapport au corps et aux droits qui en découlent. Ces changements qui peuvent être induits par et qui suivent des réseaux de migrations (migration de travail, familiale), par des connexions via les nouvelles voies de télécommunication (témoignages de réaction des populations face à des agressions sur des femmes : viols, lapidations, féminicides), par la mise en place de nouveaux droits et règles via la présence d'ONG...etc. Tout cela donne à voir un paysage en plein changement où les droits reproductifs et sexuels sont questionnés, remodelés. Ces derniers révèlent des dimensions sociales, culturelles, politiques et sanitaires propres aux sociétés concernées, qui sont en même temps prises dans un mouvement de globalisation et donc soumis à une grille de lecture qui se veut plus universelle. A la lumière de la sexualité et de la capacité reproductive et des droits qui les encadrent, c'est la question de la rencontre du relativisme culturel et des droits universels qui se pose, ainsi que celle des rôles et les impacts des connexions accélérées entre diverses cultures au niveau de l'évolution de ces droits. C'est à travers la présentation d'études menées sur des terrains en Afrique et en Amérique du Sud que nous souhaitons illustrer ce questionnement.

Intervenants :

Josiane Ngo Mayack (Centre de recherche en démographie et sociétés, UCL, Belgique), <josiane.ngomayack@uclouvain.be>

« Femmes et autonomie décisionnelle en matière de pratique contraceptive moderne, le cas de la ville de Yaoundé. »

Carole Brugeilles (Pr. Des Universités en démographie, Université Paris 10, Crespa-GTM [ex Cerpos])
<carole.brugieilles@u-paris10.fr >

« Césarienne et droits reproductifs »

Fatoumata Hane (Socio-anthropologue, Université de Ziguinchor), <fhane@univ-zig.sn>

« Féminité et santé sexuelle reproductive à Dakar et à Sédhiou. Avons-nous dépassé la domination masculine ? »

Annie Matundu-Mbambi (WILPF- DRC Chair Lady), <amatmbambi@yahoo.fr>

« L'expérience de la République Démocratique du Congo en matière de Droits reproductifs et sexuels »

Programme détaillé

3 juillet
13h45

SALLE TOCQUEVILLE
(E102)

Benoit Beucher
Université Libre de Bruxelles

benoit.beucher@wanadoo.

Anna Pondopoulo
INALCO, CESSMA

annapondo@orange.fr

Mémoires partagées, mémoires disputées: les communautés nationales vues au prisme des débats identitaires en Afrique subsaharienne.

En dépit de l'intensification des processus de mondialisation économique et culturelle, nous assistons à la recrudescence de l'intérêt porté par de nombreuses sociétés d'Afrique occidentale aux questions relatives à ce qui fait leur identité et leur unité. Les sociétés peules ou Fulbé en offrent un exemple flagrant, mais d'autres sociétés, les Mossi du Burkina notamment, revivent avec force leurs mémoires ethniques. La recherche des origines communes et de la communauté des traits culturels, la curiosité croissante pour la langue, pour la littérature et pour les figures du passé participent de ce renouveau identitaire qui se veut, dans certains cas, transnational et qui est alimenté par les diasporas et par l'interposition des médias. Comment interpréter ce phénomène ? Comme une forme de l'ethnisation de la politique ou une conséquence de la pression démographique croissante et de la compétition accrue pour les ressources, comme, par exemple, au Burkina ou au nord de la Côte-d'Ivoire ? Au niveau de la mémoire identitaire, l'histoire ethnique s'active aux moments importants de la vie de l'État : élections, réformes administratives et territoriales, changements dans les gouvernements. En prenant pour point de départ la montée en puissance actuelle des sentiments d'insécurité et d'angoisse collective qu'expriment, par la voix des intellectuels, certaines sociétés, notamment en Guinée, en Mauritanie, au Burkina, nous nous interrogerons sur les possibilités de construire une histoire des communautés nationales sur les bases d'une mémoire tantôt partagée, tantôt disputée. Comment, avec quelles ressources et par quels moyens les mémoires ethniques s'opposent-elles à l'histoire collective, ou, au contraire, participent-elles à son élaboration ? Comment les nations « se réconcilient-elles » (T. Monenembo, 2001) avec la mémoire ? Existe-t-il, de ce point de vue, un *continuum* entre l'ethnie et la nation comme le postule Anthony D. Smith (A. D. Smith, 1986) ?

Intervenants

Benoit Beucher (Université Libre de Bruxelles)

« *Mémoires d'empire(s), mémoires nationales : recompositions du passé et politiques identitaires en pays mossi (actuel Burkina Faso)* »

Anna Pondopoulo (INALCO-CESSMA)

« *De l'inquiétude mémorielle : le travail de mémoire dans les revendications identitaires de la communauté peule en Guinée.* »

Dougoukolo Alpha Oumar Konaré (Université Paris Descartes), <b.alfa.u@gmail.com>

« *Haine et colère au Mali : de la légitimité affective dans les revendications nationales* »

Abdrahamane Ngaidé (Département d'histoire, Université Cheikh Anta Diop, Dakar, IEA de Nantes), <abdarn-gaide@iea-nantes.fr>

« *Se disputer l'histoire : imaginaires sociaux et construction nationale en Mauritanie* »

Céline Pauthier (CESSMA – Université Paris Diderot Paris 7), <celinepauthier@gmail.com>

« *Histoire officielle et controverses mémorielles en République de Guinée, de l'indépendance à nos jours* »

Programme détaillé

Sophie Blanchy
LESC Paris Ouest Nanterre La Défense

sophie.blanchy@mae.u-paris10.fr

Ismaël Moya
LESC Paris Ouest Nanterre La Défense

moya.ismael@gmail.com

3 juillet
13h45

SALLE BASTIAT
(E106)

Le terrain ethnographique en Afrique aujourd'hui

L'enquête ethnographique repose sur l'engagement personnel de longue durée, continu ou fragmenté, du chercheur sur un terrain donné. Ses objets de recherche ressortent progressivement de la pratique prolongée du terrain, le plus souvent par un effet de déplacement de la problématique initiale de l'enquête.

Dans le contexte actuel des études africaines, l'enquête de terrain est désormais une pratique généralisée. Cependant, la pression institutionnelle ne cesse de croître en faveur d'une productivité élevée sur des objets de recherche identifiables a priori. Les enquêtes multi sites sont désormais une pratique commune. Enfin, les modes de financements de la recherche et les procédures de recrutement contraignent de nombreux chercheurs, en particulier les doctorants, à des terrains courts et ciblés.

Cet atelier cherchera à croiser les trois questions suivantes sur l'engagement ethnographique dans les terrains africains actuels, ruraux comme urbains, marqués notamment par la mobilité des personnes et le développement des technologies de la communication. Quelles sont l'actualité et les modalités contemporaines de l'enquête ethnographique ? Quelle est la spécificité - s'il y en a une - de la connaissance produite sur les contextes africains par l'ethnographie localisée de longue durée ? Quels sont les enjeux et les conséquences personnels, matériels, professionnels et éthiques de cette pratique scientifique ?

Intervenants

Ismael Moya
« *Le déplacement comme méthode. Un terrain ethnographique à Dakar.* »

Agnès Kedzierska-Manzon (LISST / Université Toulouse Jean Jaurès)
<akedzierskamanzon@gmail.com>
« *De la brousse à la ville : enquêter aujourd'hui auprès des chasseurs mandingues* »

Laurent Gabail (Oxford University), <laurentgabail@gmail.com>
« *Au fait, c'est quoi ton travail ? « Vertus et limites de l'intrusion prolongée dans la vie des autres.* »

Margaret L. Buckner (Missouri State University, LECS), <mbuckner@missouristate.edu>
« *Tremblement de terrain: une ethnographie mise en question vingt ans après* »

Migrations et minorités religieuses (2e SESSION)

Sophie Bava
LPED-IRD

sophiebava@yahoo.fr

Frédérique Louveau
CER/CEAF-IRD

louveau.frederique@neuf.fr

3 Juillet
13h45

SALLE E109

Programme détaillé

3 juillet
13h45

SALLE JEAN MOULIN
(E 002)

Nazarena Lanza
IDEMEC, AMU, Centre Jacques Berque

nazarena.lanza@gmail.com

Pierre Prud'homme
IMAF, AMU

prudhomme.pierre@hotmail.fr

Nouveaux réseaux transnationaux de l'islam en Afrique de l'Ouest. Reconfigurations économiques et enjeux diplomatiques

Cet atelier propose d'interroger les actualisations et les recompositions des réseaux transnationaux de l'islam en Afrique de l'Ouest, particulièrement suite aux nombreuses « crises » politiques, diplomatiques et militaires qu'a traversées le Sahel depuis 2011.

Il s'agira ainsi d'analyser les stratégies des acteurs musulmans, des associations et ONG islamiques, ou des États, qui dévoilent les multiples enjeux politiques, diplomatiques et économiques liés à la conjoncture actuelle. On se réfère ici aux stratégies visant à « se faire une place » ou à maintenir des positions dans le cadre du bousculement des équilibres, aux luttes de légitimité au niveau national et international, ainsi qu'aux stratégies déployées pour la captation des nouvelles ressources financières.

On s'intéressera particulièrement au clivage de plus en plus marqué entre les différentes tendances islamiques, un « champ » polarisé dans lequel les acteurs religieux soufis et malékites tirent profit d'une image de marque revalorisée par la diplomatie mondiale ou par le tourisme religieux transnational vers les pays du Maghreb, et, dans même temps, des ressources mises à disposition pour contrecarrer les tendances wahhabites et salafistes. Tandis que ces dernières, en parallèle, renouvellent leurs liens avec les pays du Moyen-Orient, à travers des réseaux économiques et intellectuels.

Dans ce contexte de remise en cause des équilibres politico-religieux de la région, le panel se propose de pointer la réflexion sur ces acteurs qui, à l'intérieur de différentes mouvances islamiques, travaillent ou agissent dans l'espace transnational en contribuant, à leur tour, à le transformer.

Intervenants

Modératrice : Sophie Bava (LPED, IRD, AMU)

Doris Ehazouambela (IMAF, EHESS) <ehazouabela@yahoo.fr; ehazoua@ehess.fr>
« *Islam minoritaire au Gabon : entre le local et le global* »

Nazarena Lanza (IDEMEC, AMU/CJB, Rabat) <nazarena.lanza@gmail.com>
« *Cheikhs voyageurs, cheikhs voyagistes : d'une nouvelle figure de l'entrepreneuriat religieux entre Sénégal et Maroc* »

Pierre Prud'homme (IMAF, AMU) <prudhomme.pierre@hotmail.fr>
« *Les réseaux diplomatiques de la Tijâniyya, du Maroc au Mali* »

Mara Vitale (EHESS, IMAF) <mara.vitale@gmail.com>
« *Le renouveau de l'islam au Burkina Faso : entre soufisme et aide humanitaire* »

Programme détaillé

Étienne Damome
LAM / Université Bordeaux Montaigne

etiennedamome@gmail.com

Annie Lenoble-Bart
LAM / Université Bordeaux Montaigne

bartbart@voila.fr

3 juillet
13h45

SALLE E 105

Les réseaux radiophoniques en Afrique à l'heure de la mondialisation et du numérique

La radio a été une des révolutions de la communication en Afrique, lui offrant une nouvelle fenêtre sur le monde. Les mutations techniques ont enrichi et démultiplié les opportunités d'ouverture et d'ancrage dans des réseaux internationaux voire transcontinentaux (satellites, internet). Avec, parallèlement, des mutations dans les enjeux culturels, politiques, religieux et, de plus en plus économiques.

Le panel pourrait revisiter les réseaux « historiques » (la SORAFOM, RFI, BBC World, VOA, Radio Nederland, Radio Vatican, Trans World Radio, etc.) en se focalisant sur leurs transformations et leurs reconfigurations. Seraient aussi envisagés les réseaux plus récemment constitués, internationaux (Radio Maria, Radio Évangile, Radio Al Houda, etc.) ou nationaux (exemples de radios publiques, privées, commerciales, communautaires, religieuses, ...). À partir de ces études de cas, il s'agira d'analyser les principales implications socio-politiques dans des sociétés plurielles en mutation.

Intervenants

Modérateur : Annie Lenoble-Bart (MICA/Université Bordeaux Montaigne/LAM)

Sylvie Capitant (IEDES/Université Paris 1), <sylviecapitant@rocketmail.com>
« Radios, réseaux et militance »

Nozha Smati (GERiiCO/Université Lille 3), <smati_nozha@yahoo.fr>
« Radios associatives en Tunisie : de nouveaux réseaux d'expression citoyenne ? »

Marie-Soleil Frère (ReSIC/Université Libre de Bruxelles), <msfrere@ulb.ac.be>
« RFI : une radio congolaise ? »

Etienne Damome (MICA/Université Bordeaux Montaigne),
« Les logiques d'un réseautage imbriqué des radios religieuses »

Séance plénière de clôture

Le groupement d'intérêt scientifique (GIS) *Études africaines en France*
François-Joseph Ruggiu, Directeur Adjoint scientifique InShs (en charge de la valorisation, la communication, l'IST & des sections 33-39), Pierre Boilley, directeur du GIS, directeur de l'IMAF, Céline Thiriot, directrice de LAM, Fabrice Melka (Webmestre)

3 juillet
15h45-17h15

**AMPHITHÉÂTRE
MONTESQUIEU**